

tribune socialiste

n° 714 — 3 F
du 14 OCT. au 20 OCT.

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

dossier :
Afrique australe :
la poudrière



démocratie à la française

Direction politique :
Alain Tiemcen

Rubriques :

- **Où va la France ?** Léo Golberg, Maurice Najman
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphane Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Mariélie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Collaboration technique :

Max Pagis - José Sanchez - E. Vignati

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Promotion :

J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

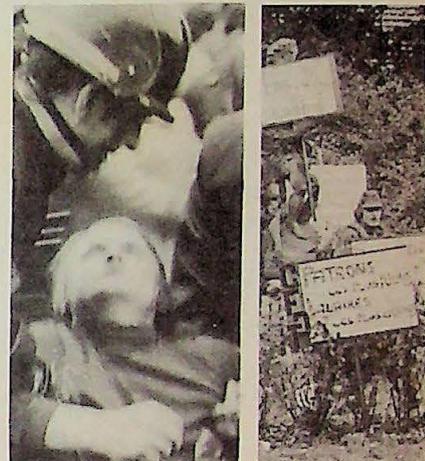
Photocomposition :

Informatic-Press, Saint-Ouen

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France :	
L'évangile selon saint Valéry. <i>M. Mousel</i>	P. 4
Le manifeste électoral de Giscard. <i>Léo Goldberg</i>	P. 5
Peser sur l'union de la gauche. <i>Entretien avec P. Noiro</i>	P. 6
Briser la chaîne :	
Les médecins de Palente. <i>Yves Sparfel</i>	P. 7
7 octobre : le refus dans la rue	P. 8
Alsace : patrons d'un autre âge	P. 9
Teppaz : la politique de la terre brûlée	P. 9
Afrique australe : la poudrière :	
Misère du peuple dans le « bastion blanc ». <i>Jacques Nevori</i>	P. 11
L'Afrique du Sud à la recherche d'un cordon sanitaire. <i>J.N.</i>	P. 12
L'Apartheid éclaté. <i>Michel Tichnikov</i>	P. 12/13
L'axe Paris-Prétoria. <i>B. Wandrille</i>	P. 14
Le pire :	
L'atome chez les juges. <i>J.-F. Thoraval</i>	P. 15
Garde à vous-même :	
Chronique des casernes	P. 16
Et pourtant elle tourne :	
Schmidt victorieux mais... <i>Alain Chataignier</i>	P. 17
Quelle détente, quel désarmement ? <i>Bernard Ravenel</i>	P. 18
Un colloque « désabusé ». <i>Victor Fay</i>	P. 19
Mouvement communiste : le débat continue. <i>Maurice Najman</i>	P. 19
Vous êtes concernés :	
Hommage à Maurice Jaquier	P. 20
C'est aussi politique :	
La télé de midi. <i>Philippe Mariélie</i>	P. 22
L'amour fou. <i>Stéphane Sorel</i>	P. 23



courrier des lecteurs

TS nous aide beaucoup dans notre vie militante et nous n'avons absolument aucun reproche à lui faire.

Mais en ce qui concerne les voyages organisés, nous ne pouvons que constater qu'ils sont réservés à une certaine catégorie de personnes que je classerais parmi « les intellectuels de gauche possédant du fric ». Et c'est regrettable, car nous, « pros », nous aimerions connaître certains pays ayant une ouverture sur le socialisme, pouvoir discuter avec les habitants de ces pays. Je pense en particulier à Cuba. Ne serait-il pas possible d'organiser des rencontres avec les gars du pays ?

BARATELLI ■

Juste préoccupation, c'est pourquoi nous passons cette lettre. Mais nous ne sommes pas une

agence de voyages. Nous transmettons à D.C.L. (Découverte et Culture, Loisirs).

TS ■

Ci-inclus un chèque de 500 F pour mon nouvel abonnement de 77. Je ne sais vu mon âge (82 ans) si je pourrais arriver au bout. En tout cas je souhaite bonne chance au journal. Un ancien socialiste depuis 1914 vous salue et vous dit bon courage.

Marcel ■

Marcel a beau avoir 82 ans, il fait cinq fois ce que nous demandons à chacun des lecteurs de TS — généralement plus bas dans la pyramide des âges. Une lettre comme celle-là, ça compense des semaines de tracas. Ça donne du cœur à l'ouvrage. Pour que les camarades « socialistes depuis 1914 » puis-

sent connaître la construction du socialisme.

TS ■

Délégué CGT dans une entreprise des Hauts-de-Seine, sympathisant du PSU et fidèle lecteur de TS depuis plusieurs années, j'ai été étonné par la signature de l'article sur la Sécurité sociale du n° 712.

En effet, l'auteur (membre du PSU puisque candidat aux élections dans ma circonscription) se pare de son titre de docteur ! C'est là, à mon avis, très étonnant pour une révolutionnaire dans le journal de son parti !

Sans être outrancièrement ouvrieriste cela est choquant. Qu'un militant, quelle que soit sa profession ou son « origine » sociale écrive un article ou soit candidat, je n'y trouve rien à dire mais pas en se disant docteur, comme n'importe quel notable de gôche.

Après ces critiques fraternelles, recevez mon salut autogestionnaire.

Jean TAROIN ■

Nous n'avons pas particulièrement le culte des titres, chacun le sait. Mais pourquoi cacherions-nous, sur ce sujet bien précis qu'est la Sécurité sociale, qu'un médecin peut être aussi révolutionnaire.

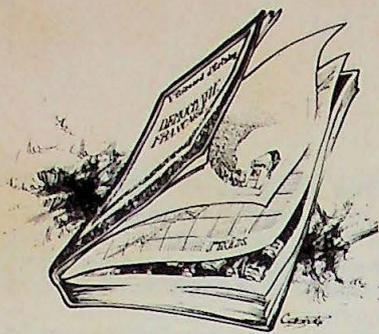
TS ■

« Un bateau pour le Liban ». Dans le dernier TS, vous ne donnez aucune indication pratique pour le versement des fonds ou l'acheminement des dons en nature.

J. BRICHARD ■

Mea culpa pour cette omission. Réparation faite cette semaine.

TS ■



démocratie à la française

pour qui seront les épines ?

Quand François Mitterrand rencontre le patronat, 75 % des patrons sont persuadés que les prochaines élections législatives donneront la victoire à la gauche, 20 % considèrent que cette victoire serait une catastrophe (pour eux). F. Mitterrand s'est employé à répondre à leurs craintes. Face aux représentants de certains trusts promis à la nationalisation, le premier secrétaire du PS s'est engagé, au nom de son parti, à rembourser les actionnaires à un tarif « raisonnable ». Sous couvert d'indemniser les petits porteurs c'est l'ensemble des actions qui seraient transformées en obligations indexées. Notons que c'est avec ce système que, comme Mitterrand l'a fait observer lui-même, les actionnaires d'EDF ont pu reconstituer le capital de la CGE. A son tour promise à la nationalisation, celle-ci ne va-t-elle pas recommencer, sous une autre enseigne, cette fructueuse opération ? A monsieur Serge Dassault, fort inquiet à la perspective de la montée des revendications ouvrières, F. Mitterrand a répondu que seul un gouvernement de gauche serait capable d'assurer la paix sociale. Quant à la construction européenne le PS s'emploiera à la développer. Peut-être F. Mitterrand a-t-il apaisé les angoisses d'un certain nombre de patrons : mais que vont en penser les militants, en particulier ceux du CERES qui lisent dans le Programme commun la rupture avec le système ?

V.L. ■

éditorial

POUR BATTRE LA DROITE

Déclaration politique du conseil national de Joinville

LA politique du pouvoir est de plus en plus caractérisée par la volonté de faire payer à la classe ouvrière et aux masses populaires les frais d'une crise dont profite le capital pour mener à bien sa restructuration.

C'est l'objectif que poursuit le plan Barre sous couvert de lutte contre l'inflation. Il s'attaque délibérément au pouvoir d'achat, entretient le chômage et favorise le grand patronat.

Cette politique est rejetée par la plus grande partie du pays et la crise de la majorité présidentielle s'accroît. Tandis que Giscard poursuit ses manœuvres visant à dissocier les forces de gauche, Chirac usant de la menace et de la démagogie cherche à rassembler un vaste parti de la peur. La bourgeoisie utilise ces deux tactiques pour tenter d'échapper aux conséquences d'une victoire électorale de la gauche dont elle craint par-dessus tout les développements que pourrait lui apporter l'action des forces populaires.

Déjà ces forces se mobilisent. La journée nationale du 7 octobre a atteint une ampleur inégalée depuis Mai-68 et exprime l'opposition résolue des travailleurs à la politique du pouvoir.

CETTE lutte, dans la mesure où elle se poursuivra dans l'union des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière jouera un rôle décisif pour la défaite du pouvoir. C'est pourquoi l'approche des échéances électorales ne saurait ralentir, mais doit au contraire renforcer la nécessaire action des masses populaires.

En poursuivant une politique d'unité populaire anti-capitaliste, en travaillant au rassemblement de toutes les forces qui combattent pour le contrôle et l'autogestion, le PSU efforcera de favoriser le développement des luttes dans la perspective d'une prise en charge par les travailleurs de leurs propres affaires dans tous les domaines de la vie sociale.

C'est dans cette perspective, celle du pouvoir des travailleurs, que s'inscrit, pour le PSU, la bataille

contre Giscard et son régime. Entre les forces qui luttent pour le socialisme autogestionnaire et les partis de l'union de la gauche qui ont pour base d'accord le Programme commun, il existe des divergences stratégiques, mais aussi un objectif commun : battre la droite actuellement au pouvoir. Pour les partis du Programme commun, une victoire électorale de la gauche ne pose pas le problème des institutions actuelles et n'engage pas une rupture radicale avec le système.

Pour le PSU la mobilisation populaire pour chasser la droite du pouvoir doit ouvrir la voie à l'action des travailleurs pour assurer leur propre pouvoir.

Les élections municipales seront une étape importante dans cette bataille. Mettre à nouveau Giscard en minorité, conquérir le plus grand nombre possible de municipalités aux représentants des partis ouvriers et des forces populaires, c'est accélérer la crise du régime et préparer une défaite décisive de la droite, défaite dont les forces populaires auront à tirer toutes les conséquences politiques en développant leurs luttes.

DANS cette perspective et en s'appuyant sur une Charte qui met en avant la nécessité de réaliser dès maintenant le contrôle populaire sur la vie municipale et sans renoncer à sa propre stratégie, le conseil national du PSU considère que la bataille des municipales doit être menée en commun, dès le premier tour, par les forces qui luttent pour le socialisme autogestionnaire et les partis de l'union de la gauche. Il souhaite que, dans le plus grand nombre possible de communes, des listes soient formées, comprenant des représentants de toutes ces forces.

Il mandate la direction du Parti à la fois pour poursuivre, à l'occasion des municipales, le travail de rassemblement du courant autogestionnaire entrepris par le Parti et pour s'adresser aux partis de l'union de la gauche et définir avec eux les modalités de constitution de listes communes. ■

humeur : tu parles, Charles...

Heureusement que je lis de temps à autre, en épluchant mes légumes écologiques, des lambeaux du *Nouvel Observateur*. Et heureusement que pour préparer ma compote de la semaine dernière, j'avais justement pris la page où Charles Hernu, spécialiste des questions militaires du PS, causait d'écologie. Cet heureux coup du sort m'a permis de me rendre compte que j'étais un conservateur (ça, forcément, vu que j'ai au moins quarante bœufs de bonnes choses, et pas que de la compote, dans une armoire et aussi un réactionnaire. Derrière mes bœufs je me suis senti comme Max Jacob ou Clavel touchés par la grâce derrière un pilier de Notre-Dame. La foudre qui tombe, avec des tas de clignotants qui s'allument dans ma tête.

Pourquoi ne pas me l'avoir dit plus tôt, Charles ? Si j'avais su que les écologistes étaient des conservateurs, des réactionnaires et « la plupart du temps des Républicains indépendants », j'aurais quand même évité de faire pas mal de bêtises.

D'abord je n'aurais jamais proclamé que l'écologie c'est de la politique, je n'aurais jamais, ensuite, prêché pour l'autogestion des luttes écologiques ; je n'aurais jamais gueulé ou écrit contre les pollueurs qui disposent souverainement des biens gratuits que sont l'air, l'eau et la santé des travailleurs. Jamais non plus je n'aurais exigé que les entreprises capitalistes réduisent leurs profits pour moins polluer. Et encore moins n'aurais-je signé des manifestes avec des socialistes notoires : je les aurais prévenu de leur tragique méprise.

Si j'avais su, je n'aurais jamais demandé la protection des espaces verts pour que les travailleurs puissent s'y détendre. Et je bats ma coulpe d'avoir

réclamé l'arrêt (et parfois obtenu ce qui aggrave mon cas) de la confiscation du rivage méditerranéen au profit des marinas de luxe.

Et quand je pense que je pouvais l'inconscience jusqu'à me faire le champion de ceux qui ne veulent plus bouffer n'importe quoi et exigent l'interdiction des produits chimiques qui menacent notre santé. J'ose à peine évoquer mes écarts en matière de nucléaire : voilà-t-y pas que, pour préparer la société socialiste, je faisais l'apologie d'une production d'énergie décentralisée et que je suggérais que les centrales atomiques étaient un pari trop risqué pour que l'on en construise partout sans réfléchir et sans demander leur avis aux Français. C'était d'un petit bourgeois...

J'avais oublié aussi, ennemie de la science que j'étais, que le plutonium avait la miraculeuse propriété de devenir inoffensif dès qu'on le touchait avec une baguette magique socialiste. Le naïf que je suis pensait que le progrès devait être mis au service de l'homme, qu'il devait être utilisé pour moins gaspiller, pour économiser. Au lieu de pousser à la consommation et au gigantisme.

Je devais rêver à autre chose, sans doute. Comme toi quand tu expliques que la preuve de ce que tu racontes tu la trouves dans l'émission de télé « *La France défigurée* » qui, paraît-il, s'attaquait toujours à des municipalités de gauche. Serais-tu encore plus naïf que moi ? Le producteur de cette émission faussement écologique est un certain Péricard, Michel, membre de l'UDR...

Charles, des réacs comme moi, comme nous les écologistes, je t'en souhaite beaucoup quand tu seras ministre de la Défense (nationale).

C.-M. VADROT ■

où va la france?

l'évangile selon saint Valéry

Je dédie cet article à la comtesse de Ségur et à Henry Monnier.

Nos camarades du secteur femmes auront soin, je l'espère, d'analyser comme elle le mérite la référence à la «gentillesse dominante de Marianne». En tout cas, elle fait irrésistiblement penser à une certaine manière d'en user avec la République. Mais, pour ce qui est de Gavroche, pardon ! Quoi qu'on dise du père Hugo et de son penchant cocardier, du bonapartisme à la révolution, il nous avait campé un personnage-symbole de toutes les libertés antagonique avec le pseudo-libéralisme de la bourgeoisie louis-philipparde. Ce propos racoleur de notre timonier national illustre à lui seul l'habitude séculaire de sa famille politique, toujours prête à se servir des mots lorsqu'ils ne sont plus dangereux. Exactement comme la classe dirigeante de 1832 n'hésitait pas à s'affirmer voltairienne tout en combattant la liberté d'expression.

l'empire du juste milieu

Gavroche est tombé sous les balles de ces fameux libéraux. Ils ont, eux, la vie dure. Dans le concert de louanges — grotesque s'il n'était inquiétant — qui accompagne le marketing du dernier produit de la maison Hachette, on nous a parlé de pensée politique originale, de renouveau, de desseins hors du commun. Quelle originalité ? Les thuriféraires de Giscard ne lisent-ils jamais les dissertations quotidiennes des grandes plumes du *Figaro* ?

Prenons Raymond Aron. Il y a des milliers de pages de ce prolifique maître à penser que l'on pourrait placer en regard de *Démocratie française*. Exemple : « Un certain nombre de valeurs considérées comme socialistes, certain nombre de mécanismes considérés comme socialistes sont effectivement réalisés ou utilisés dans les sociétés européennes... Quelques-unes des valeurs dites socialistes sont réalisées dans les sociétés occidentales. L'inégalité des revenus est atténuée, les syndicats ouvriers sont relativement libres, les discussions sur les conditions de travail entre syndicats ouvriers et syndicats patronaux sont entrées dans les mœurs, la fiscalité progressive paraît une évidence, les lois de sécurité sociale sont ac-

ceptées par les réactionnaires, autrement dit un certain nombre des revendications socialistes d'il y a cinquante ans sont devenues aujourd'hui des évidences du capitalisme bien-pensant » (1). Comment ne pas voir là une inspiration rigoureusement identique à celle des propos de Giscard sur le socialisme ?

Le même Raymond Aron note, plus loin, que « toute société industrielle a besoin d'une idéologie pour combler l'écart entre ce que les hommes vivent et ce que, d'après les idées, ils devraient vivre ». Pour combler l'écart, c'est-à-dire pour le faire accepter. En Europe occidentale, nous connaissons deux versions de cette idéologie : celle de la social-démocratie, et celle d'une droite modérée qui n'est autre, en France, que la tradition de ce que René Rémond nomme, comme par

hasard, la « droite orléaniste » : la démocratie des notables, une attitude par rapport au progrès à la fois admirative et craintive (comme le bon bourgeois visitant l'Exposition industrielle), l'écartèlement entre le penchant vers le centre par calcul politique, et vers la droite par intérêt économique. A qui appartient cet évangélisme fait d'ordre social paisible, de modération et d'épargne : à Giscard, ou à Pinay, ou à Guizot ?

la troisième force, encore

Rien d'étonnant à ce que les deux faces de cette idéologie de l'acceptation soient à la fois concurrentes et complémentaires. En deux jours, on a vu poindre à nouveau cette ambiguïté. A Giscard qui proteste de son libéralisme socialiste, Mitterrand répondait mardi devant les chefs d'entreprise en termes de socialisme libéral. Brillante prestation au demeurant, eu égard aux risques de l'opération, facilitée néanmoins par les faire-valoir caricaturaux choisis, la plupart des patrons apoplectiques et apeurés. Ne boudons pas notre plaisir devant certaines répliques à la volée, bien méritées par de Fouchier ou Serge Dassault. Mais pas au point d'oublier la réapparition d'un certain

nombre de thèmes connus (l'ordre social, c'est nous ; le vrai libéralisme, c'est nous ; l'expansion, c'est nous), qui se combinaient malaisément avec le respect de certains engagements pragmatiques. Décidément, la question du choix entre le compromis et la lutte ouverte est bien posée.

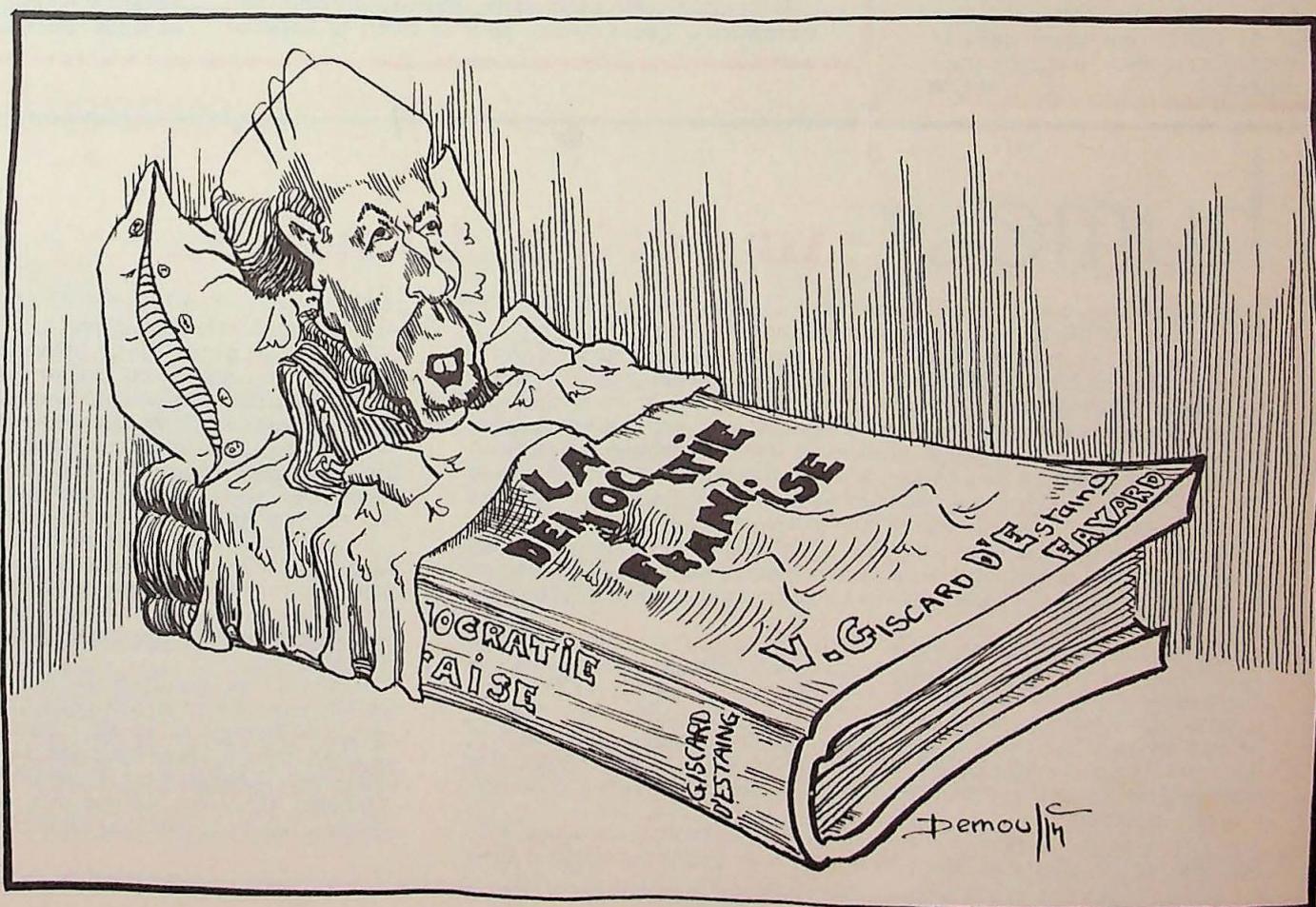
D'ailleurs, les chefs d'entreprises ont leur avenir garanti par le premier secrétaire du Parti socialiste. Autrement, « on peut rêver ». Giscard, quant à lui, est plus net. Au beau milieu de son sermon charitable et sécurisant, il prend quand même la peine de désigner les deux démons dont il convient de s'écarter à tout jamais : le marxisme et l'autogestion. Tiens donc ! Et pourquoi ne pas le prendre au mot et affirmer bien haut que c'est là que se trouve l'axe d'une politique réellement contradictoire avec la sienne ?

C'est du ministre de l'Instruction publique de Louis-Philippe que nous vient cette métaphore : « La France, comme Naples, danse sur un volcan. » Et Gavroche de lui répondre : « Mais il reste encore des bastilles Et je vais mettre le holà Dans l'ordre public que voilà »...

Michel MOUSEL ■

(1) R. Aron, Dix-huit leçons sur la société industrielle, Gallimard, coll. « Idées ».

comme on fait son lit on se couche



Le manifeste électoral de Giscard

Le « petit livre bleu » de Giscard d'Estaing, comme l'appelle déjà *France-Soir*, sera-t-il l'un des « best-sellers » du siècle, comme la Bible, le manifeste communiste ou « Autant en emporte le vent » ? Lancé avec l'ampleur publicitaire voulue, accompagné d'une campagne de promotion minutieusement préparée, accueilli par un déluge d'éloges hyperboliques, l'ouvrage a toutes les chances de faire la fortune de l'éditeur.

Beaucoup de blanc, un peu de bleu : tel se présente « Démocratie française ». Le rouge a été banni de la couverture ; mais il hante, par sa signification symbolique, l'auteur et son ouvrage. Giscard a beau appeler Gavroche et les soldats de l'An II à la rescousse, son aversion, non seulement pour la révolution, mais aussi pour les masses populaires agissantes, suinte à chaque page.

C'est que derrière la redondance du titre, l'ambition théorique, et l'apparente sénérité du propos, il s'agit de dénoncer l'hydre du « collectivisme », avec ses organisations de masse, sa « manipulation de la masse », bref l'irruption (éventuelle) des masses. Quelle conception de la vie sociale nous propose notre théoricien ? « La société à partir de l'homme », vieille tarte à la crème de la droite de toujours, qui charrie son inévitable cortège de lieux communs et de vœux pieux, agrémentés de contre-vérités assénées avec un aplomb désarmant : « L'effacement progressif des différences de classes est un des résultats fondamentaux de l'évolution historique des sociétés de type occidental ». « La suppression durable du chômage est à la portée d'une économie pluraliste comme la nôtre ». « La réalité sociale de la France est celle d'une société en voie d'unification ».

Quels seront les traits de cette « société à partir de l'homme » ? Elle devra — vous vous en doutiez — « réaliser son unité par la justice » ; elle constituera — vous le sentiez — une « communauté d'hommes libres et responsables » ; elle sera enfin — vous le deviniez — une « société de communication et de participation ». Sans compter « l'exigence pluraliste », la « possession d'un patrimoine », une « nouvelle croissance » et, bien entendu, l'ordre.

Comment parvenir à ce nouvel Eden ? Pas question de modifier les « institutions à la fois efficaces et démocratiques » que nous avons « la chance historique de posséder ». Evidemment, la propriété privée des moyens de production est essentielle à la « société pluraliste ». D'ailleurs « L'Etat pluraliste doit être fort » et il « doit savoir se faire respecter », sans compter que les organisations de masse et les grands moyens de communication seront invités à pratiquer « l'autodiscipline ».

Mais, qu'on ne s'y trompe pas, « l'édification de notre société pluraliste... passe par la réforme ». A défaut d'une « société à partir de l'homme » Giscard d'Estaing aura édifié ses lecteurs. Son « projet de société » c'est...

la société actuelle repeinte en rose, agrémentée de qualificatifs avantageux. Son rêve de « société paisible », débarrassée de la lutte des classes, reposant sur une classe moyenne « aux contours peu tranchés », est touchant. Mais les faits sont têtus. Il est bien difficile aujourd'hui de faire prendre des vessies pour des lanternes.

Pamphlet antimarxiste d'un simplisme sans nuances, plaidoyer laborieux de la société actuelle et de la politique giscardienne, « Démocratie Française » n'est finalement rien d'autre qu'un manifeste électoral.

Léo GOLDBERG ■

comptes truqués

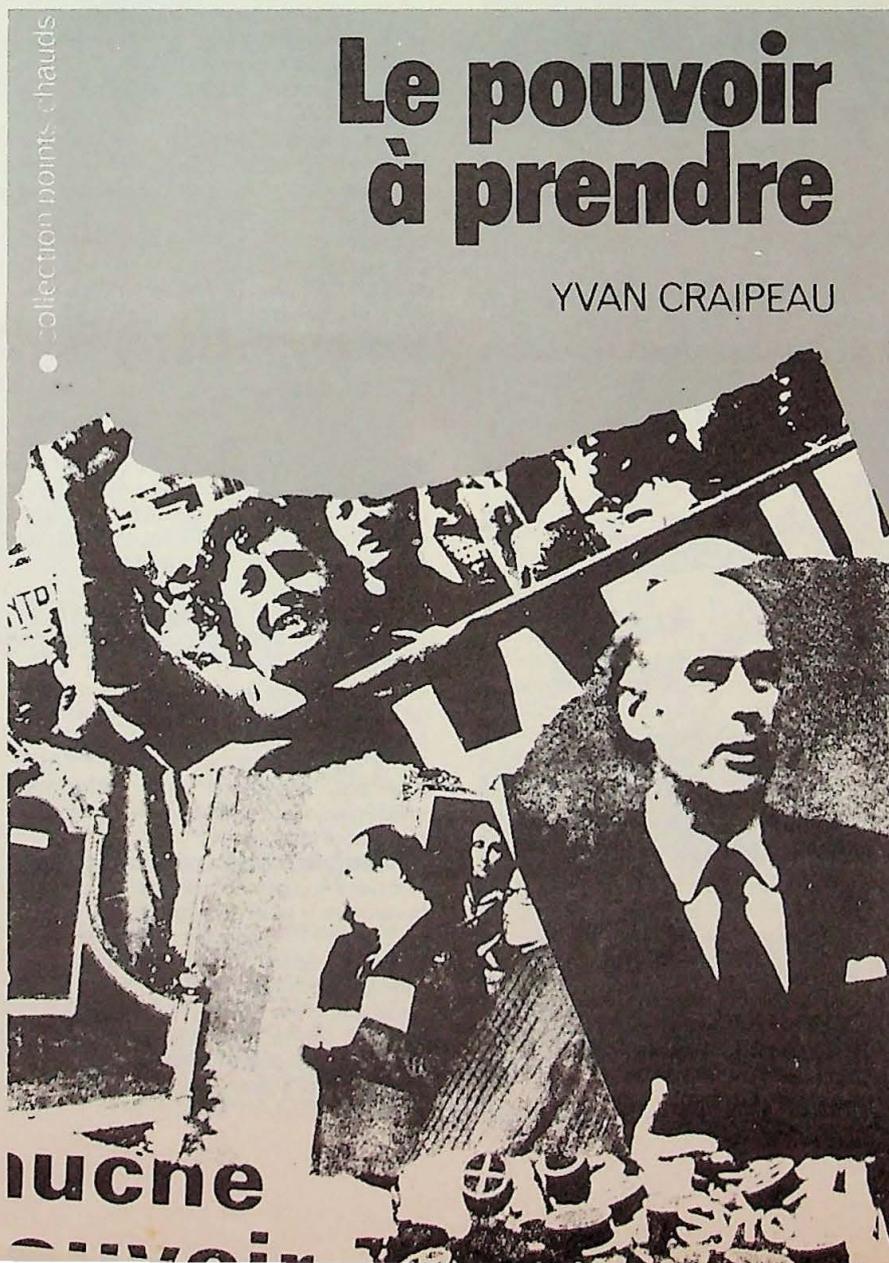
La commission des Comptes de la nation vient de présenter ses comptes économiques pour 1977. Ils ne sont qu'un vaste bluff pour justifier le plan Barre. Les prévisions du nouveau Premier ministre sont plus modestes que tous ses beaux discours. La réduction de l'inflation est évaluée en effet avec plus de modestie : 8 % au lieu de 9,5 %. En revanche le pouvoir d'achat du salaire moyen ne progresserait que de 1,1 % (peut-être parce que le blocage des prix, une des mesures pleines de clinquant et bien rassurante du plan Barre n'est déjà qu'un pieux souvenir).

Mais les patrons peuvent être optimistes : les profits des sociétés augmenteraient de 19,7 %, alors que les mêmes comptes de la nation nous permettent de savoir qu'ils auront progressé de 27,7 % en 1976.

C'est bien d'une régression réelle qu'il s'agit pour les travailleurs puisqu'avec cette politique la part des salaires dans les dépenses des entreprises serait ramenée à ce qu'elle était en 1970.

Pour arriver à des résultats aussi favorables au patronat, Barre mise aussi sur une croissance du produit national élevée : 4,8 %, grâce à l'essor des investissements et des stocks. Il s'agit là d'un bluff pur et simple, comme le faisait remarquer le représentant de la CFDT, Michel Rolant, devant la commission, on se demande comment un tel résultat serait possible avec les réductions de salaires, les restrictions de crédit, le freinage des dépenses publiques. L'activité économique et les investissements ont déjà diminué ; la conjoncture internationale n'est pas bonne. La relance n'est pas pour demain. Mais il faut rassurer, il faut truquer pour justifier une politique anti-ouvrière. ■

12 F - 104 pages



SYROS

vient de publier
dans la collection

POINTS CHAUDS

Quel problème se pose aujourd'hui l'immense majorité des Français — au premier chef les travailleurs de ce pays — sinon celui des échéances proches.

Electoraux, exclusivement ?

D'aucuns s'y emploient. Mais qui peut dire aujourd'hui de quelle nature sera la réprobation qui se manifeste chaque jour de façon grandissante à l'endroit d'un pouvoir insolent ? La gauche est là. Certes. Unie ? En un sens. Offensive ? Il le faudrait.

Mais saura-t-elle se préserver — du moins partie d'entre elle — des tentations dont nous avons dans le passé de tristes exemples à glaner. Et si oui, tout est à faire.

Mais comment ? Et au moyen de quelle force autogestionnaire ? A ces questions, comme à d'autres, notre camarade Yvan Craipeau répond. Avec la passion du militant. Le style d'un homme qui parle clair et haut ; la verve d'un polémiste. Les lecteurs de *Tribune socialiste* le connaissent et savent que ses propos ne laissent personne indifférent. ■

à propos de *Politique hebdo*

peser sur l'union de la gauche ?

un entretien avec Paul Noirot

Politique hebdo a lancé une « nouvelle formule » à laquelle bien sûr nous souhaitons bon vent ; même si le premier numéro ne paraît guère innover par rapport à ce que nous connaissons. Mais il paraît que les camarades de *PH* ont eu de gros problèmes d'imprimerie et que cela va s'améliorer. Acceptons-en l'augure. En attendant, Gilbert Hercet, qui participa au lancement des deux premières « formules » de *PH* (en 1970 et 1971) est allé faire le point avec le rédacteur en chef, Paul Noirot, sur les conditions de cette troisième tentative. On verra qu'au niveau au moins des intentions, certains objectifs traduisent une évolution intéressante de *PH*, au milieu de bien des ambiguïtés.

T.S. : Le lancement de votre nouvelle formule semble fondé sur un constat d'ordre politique, une autocritique peut-être. Ce constat, quel est-il au juste ?

Paul Noirot : Ce n'est un secret pour personne que *PH*, dans la dernière période, avait comme objectif principal la constitution de l'extrême gauche en pôle politique crédible. La

tâche politique du journal était de peser de toutes ses forces de façon à aider au regroupement de éléments divisés de la gauche révolutionnaire. Nous avons essayé de la mener à bien en intervenant dans les débats en cours de l'extrême gauche, et en faisant du journal le lien privilégié de ces débats. Nous avons ainsi tenté de peser sur la LCR, pour qu'elle se débarrasse de ses oripeaux trotskistes,

et sur le PSU, pour qu'un processus de rassemblement soit engagé.

Nous avons bien été obligés de constater qu'en dépit de nos efforts, le rassemblement des révolutionnaires n'avancait pas. Chacun s'accrochait à sa propre organisation, à son père spirituel.

De fait, la situation politique générale ne nous paraît pas aujourd'hui favorable à ce rassemblement : elle rend peu crédible l'extrême gauche dans la période immédiate (jusqu'en 1978), et tend à constituer l'Union de la gauche comme seule perspective politique à court terme et comme point de passage obligé pour tout changement social en France. Tel est le double constat de départ.

T.S. : Quelles conclusions en tirez-vous pour l'orientation du journal ?

P.N. : D'abord, que si l'on veut agir pour un changement social, il faut être partie prenante à la grande bataille politique engagée jusqu'en 78 et au-delà. Mais en même temps — il n'est pas question de se renier — que le projet politique de l'Union de la gauche est ambigu, limité et donc dangereux : on ne peut, sans risque de catastrophe après la victoire électorale, laisser les masses de côté, et réduire la politique à des combinaisons d'état-major.

Il faut donc chercher les moyens de peser sur le mouvement social qu'entraîne l'Union de la gauche dans le sens d'une transformation profonde de la société. Notre objectif est donc de faire exister le plus largement possible les aspirations et les revendications dont la gauche révolutionnaire reste largement porteuse, de les faire exister d'abord parmi les militants, non seulement de l'extrême gauche, mais du PS et du PC : nous voulons pouvoir être lus par des militants socialistes et communistes qui ne trouveront certes chez nous aucune complaisance pour les limites et les ambiguïtés de leurs organisations, mais qui auront le sentiment que nous sommes engagés dans le même combat qu'eux pour la victoire de la gauche et la transformation du pays.

Cela conduira le journal à une triple attitude. Vis-à-vis de l'extrême gauche, toujours, bien sûr, une claire sympathie. Mais nous aurons une position beaucoup moins engagée dans les querelles de chapelles et les débats internes des groupes : nous serons des *observateurs*, sympathiques mais critiques. Vis-à-vis de l'Union de la gauche, nous aurons une attitude d'*information*, sans complaisance, sur les grands débats stratégiques, et nous nous intéresserons particulièrement aux luttes des militants qui tentent, au sein du PS par exemple, d'avancer une définition stratégique plus proche de celle que nous souhaitons.

Enfin, en développant la rubrique « société », nous nous intéresserons beaucoup plus largement à ce qu'Elleinstein appelait le gauchisme culturel. Sans céder le moins du monde au « populisme », nous pensons que c'est un terrain sur lequel le combat mené par l'extrême gauche depuis 1968 doit et peut infléchir profondément l'action des partis de gauche.

T.S. : Le premier numéro de votre nouvelle formule ne semble pas trancher clairement avec vos habitudes antérieures, notamment lorsque vous traitez du PSU. Comment peux-tu à la fois parler de position d'observateur et publier des articles qui semblent toujours aussi railleurs à l'égard des analyses, majoritaires au PSU, sur les rapports avec la LCR ou les élections municipales ? Où est le changement ?

P.N. : Nous continuons à croire que la gauche révolutionnaire n'aura d'efficacité politique réelle que lorsqu'elle saura se doter d'un instrument politique. Nous avons toujours pensé que le PSU, avec qui nous avons toujours eu des rapports multiples, pouvait jouer là un rôle essentiel.

Mais nous sommes soucieux d'efficacité. Aujourd'hui, compte tenu de l'évolution de la LCR et du PSU, compte tenu surtout de la situation politique générale, nous ne croyons plus, je le répète, à la possibilité de constituer la gauche révolutionnaire en pôle politique crédible dans la période actuelle.

Alors, même si nous pouvons penser que les militants qui agissent en faveur de la recherche patiente d'un regroupement ont une attitude proche de la nôtre, nous n'interviendrons plus dans les débats internes du PSU, pas plus que dans ceux d'autres organisations d'extrême gauche. En ce qui concerne les municipales, ce qui nous paraît le plus intéressant, c'est que la modification du tissu social en France fait qu'il est possible d'obtenir des réalisations au niveau des municipalités, qui portent atteinte à l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie (dans les domaines de l'urbanisme, de la santé, de la culture...). Nous nous intéresserons donc plus à ce qu'il est possible que les travailleurs arrachent, pour une hégémonie sur la société civile, plutôt qu'aux cuisines politiques diverses sur les conditions de conclusions d'alliances électorales — ce qui ne veut pas dire que nous n'ayons pas d'avis sur les tactiques électorales : mais nous n'y attacherons plus la même importance.

T.S. : Peut-on vraiment faire une « nouvelle formule » avec la même équipe ?

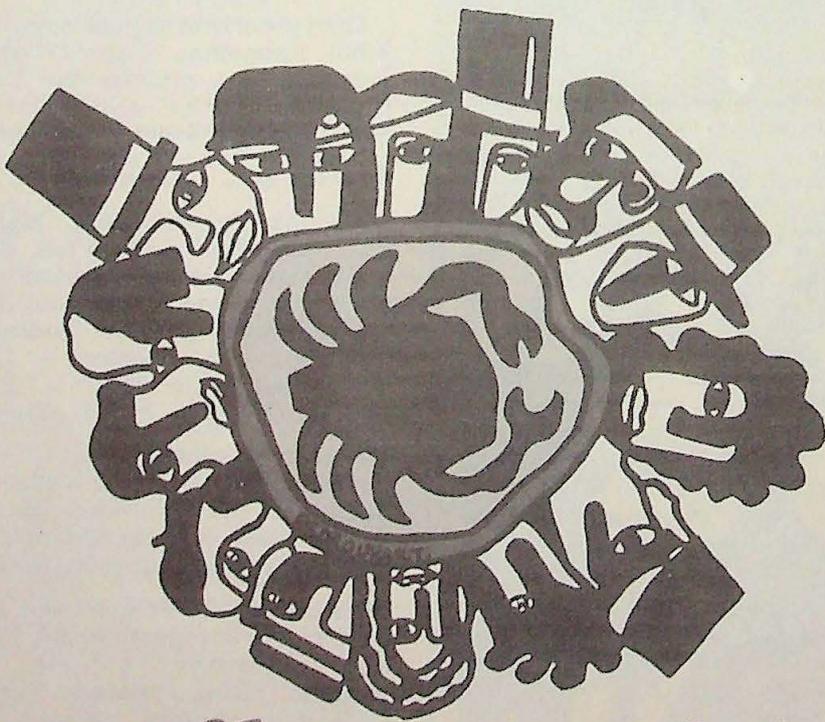
P.N. : D'abord, l'équipe s'est élargie à un certain nombre de nouveaux camarades. Et puis, l'équipe a changé parce qu'elle a vécu l'expérience même de *PH*. Ceux qui mettaient l'accent sur les luttes de base, les mouvements spontanés de révolte, ont senti la nécessité d'agir dans le cadre du mouvement social et de son expression politique fondamentale. Ceux qui privilégiaient les luttes intra-institutionnelles ont pris des distances par rapport aux conflits internes de l'extrême gauche, et ont bien perçu l'importance pour la gauche révolutionnaire de l'existence des combats du « gauchisme culturel », de ce qu'on appelait autrefois les « fronts secondaires ». Une certaine tension existe bien sûr toujours, mais elle-même me paraît bénéfique : on fait un journal, pas un parti !

Propos recueillis par Gilbert HERCET ■

nouvelle formule

politique

numéro 240, du 11 au 17 octobre 1976, 5 francs



ya-t-il un scandale du cancer ?

briser la chaîne

les « médecins » de Palente

Les Lip mènent aujourd'hui une grève active. Ils ne veulent pas en rester aux actions des six derniers mois. Ils veulent se rendre de plus en plus insupportables. Ils ont décidé de produire, non pas des montres, mais des produits qui ont une certaine utilité.

Ainsi, ils utilisent certaines productions faites à Lip, pour les transformer. Par exemple, les présentoirs de montres deviennent des porte-stylo bille ou porte-crayons. Des commissions spécialisées y travaillent. Des assiettes décorées sont fabriquées avec des slogans comme : « Lip rend-

médecins, puisque c'est la Sécurité sociale qui paye. Ils ont tendance à accepter un matériel trop spécialisé, qui demande des manipulations très complexes, auxquelles on ne peut associer les malades. Ainsi, les stimulateurs cardiaques exigent une vérification tous les deux mois. Coût :



toi ! Nenni ma foi ! » (reprise d'une devise franc-comtoise).

C'est dans le domaine de la recherche médicale que l'imagination va le plus loin. A la suite de contacts avec le GRIAS (Groupe d'information et d'action santé), association qui regroupe des médecins de la région, hostiles au conseil de l'Ordre, les Lip se sont rendus compte qu'ils avaient un terrain à exploiter. En France, près de 90% du matériel médical est importé (notamment des Pays-Bas, des USA et d'Allemagne).

Le matériel est souvent très coûteux, trop sophistiqué. Mais ce problème est rarement posé par les

150 F la visite. Il faudrait donc « humaniser » la médecine, la simplifier. Tel a été un des objectifs de la commission des Lip pour la recherche médicale.

les premiers prototypes

Aujourd'hui, les premiers prototypes fabriqués à Palente sont en cours de commercialisation. Deux types d'appareils de mesure de la microcirculation sanguine ont été mis au point. Le premier est une membrane se plaquant sur la peau, formant cavité étanche pour injecter un xénon radio-

actif (gaz se diluant dans le sang permettant de mesurer le débit du sang par la perte de radio-activité). La fabrication de cette membrane ne demande aucun investissement substantiel. On utilise du caoutchouc thermo-plastique qu'on injecte dans un moule. Le second est un thermoplethysmographe. Ce nom barbare désigne un petit thermomètre différentiel à source chaude destiné à mesurer la circulation sanguine. Il capte les calories sur la surface de la peau.

D'autres projets sont à l'étude ; les chercheurs de Lip étudient un système magnétique de fermeture des paupières (fil magnétique permettant à des malades ne pouvant fermer les paupières de pouvoir enfin dormir). Il remplacerait un ancien système d'aimants très lourd à porter. Toujours pour les yeux, notamment pour les cas de cataractes, une technique nouvelle est à l'essai : celle du cristallin artificiel. On enlève le cristallin du malade et on le remplace par une lentille de plexiglas posée à l'intérieur de l'œil. Dix mille lentilles de ce type ont été posées dans le monde. Trop souvent, le système d'accrochage est défectueux. Les Lip tentent de mettre au point cette lentille qui exige une qualité de moulage parfaite.

que produire ?

Ces recherches visent à répondre à certains besoins, à simplifier les appareils, à améliorer le rapport qualité-prix, à rendre l'utilisation plus aisée. Les contacts avec les médecins et les spécialistes se multiplient. Bon nombre d'entre eux sont intéressés par les nouvelles productions Lip. C'est un nouvel axe industriel qui se dessine.

Pour bien en préciser les buts, les Lip ont constitué une association de recherche (type loi 1901) qui se propose de rechercher les possibilités d'adaptation des microtechniques horlogères au domaine médical ; d'analyser le secteur des techniques médicales et de recenser les besoins ; de convaincre le milieu médical par la production des produits-test ; d'ouvrir

les perspectives de développement dans le domaine médical en France. Les résultats pourront être communiqués aux administrations ou aux établissements publics ou privés concernés.

Des démarches ont été entreprises, auprès du CNRS, du CNEH (Centre national d'études hospitalières) de l'INSERM (Institut national scientifique d'études et de recherches médicales). Des entretiens techniques avec les services concernés ont eu lieu dans une vingtaine de centres hospitaliers. Cette relance des fabrications permet de prouver aux pouvoirs publics, à l'opinion, que les Lip ne sont pas des oisifs. Ils veulent montrer que dans le domaine de la recherche médicale, de la production d'appareils médicaux en France, il y a un « trou » à combler. D'autre part, les médecins qui dénoncent le manque d'équipement des hôpitaux, le coût exorbitant du matériel, vont avoir la possibilité de faire aboutir plus rapidement leurs revendications.

A Palente, l'usine paraît calme. Chacun des trois ou quatre cents présents agit à son niveau. Les commissions se réunissent régulièrement ; ceux qui produisent, qui travaillent, découvrent d'autres horizons. Ils cherchent. Ils créent. Ils montrent concrètement qu'ils peuvent produire autre chose que des montres. Ils résolvent ainsi une question posée dans toutes les luttes sur l'emploi : comment vendre ce qu'on produit ? C'est ce que disait notamment les ouvriers d'Idéal-Standard. On ne vend pas aussi facilement des chaudières que des montres. C'est encore plus difficile a fortiori pour des grues, des wagons ou des machines-outils. Les Lip donnent une réponse. Ils font autre chose. Ils se reconvertisent plus vite qu'en deux ou trois ans de formation bidon. Si leur slogan de 1973 était : « on fabrique, on vend, on se paye », celui d'aujourd'hui pourrait être : « on recherche, on crée, on se reconvertit ». Ils donnent une réponse à une des questions de la transition au socialisme autogestionnaire : que produire ?

Yves SPARFEL ■

chômageopoly

C'est une des nouvelles fabrications des Lip. C'est un jeu qui, comme son nom l'indique, est une variante du « monopoly » (initiation à l'accumulation capitaliste, aux mythes de la société de consommation). Mais dans le jeu des Lip, on s'initie à la lutte contre le chômage. On ne gagne pas du fric, mais des rapports de force. Vous pourrez cet hiver faire de belles parties !

Aujourd'hui, ce projet, élaboré il y a deux mois, devient réalité. Fabriqué par les Lip et d'autres boîtes en lutte (là aussi il y a une certaine coordination), il sera en vente à la mi-octobre. Les premiers chômageopoly arrivent à Palente lors de la prochaine journée « Portes ouvertes ». Très beaux, pas chers. Mais le concours de tous est indispensable pour continuer à les fabriquer. La mise de fond pour les mille premiers exemplaires a été importante. Il faut « l'amortir ». Pour cela, il serait nécessaire d'avoir votre concours. Soit par une avance de 50 F (prix d'un jeu que vous recevrez courant octobre), soit par un envoi de soutien. Essayez si possible de passer vos commandes groupées. Libellez vos chèques à l'ordre de : CHOMAGEOPOLY et envoyez-les à l'adresse suivante : RIGOT-MULLER, Sainte Olive, 01330 VILLARS. ■

Le 7 octobre a vu déferler dans les rues des millions de travailleurs. Le nombre de grévistes a été considérable. A Paris, la plus grande manifestation depuis mai 1968 a eu lieu.

Pour la première fois la capacité de mobilisation de la CFDT ne s'est pas trouvée en défaut face à celle de la CGT. De nombreuses sections syndicales que nous n'avions pas vues dans des manifestations syndicales étaient là. Paradoxalement ce sont les grandes concentrations ouvrières qui, à l'image de Renault, étaient les moins représentées. Mais il y avait des milliers de travailleurs de la santé, de l'imprimerie, des P. et T., des banques, de l'électronique, de l'Education nationale. Les mots d'ordre variaient cependant. Le massif : « Union, action, programme commun », scandé par les cégétistes, était émaillé de : « Barre, barre-toi ! Giscard-Barre au rencart ! et de slogans plus précis. Ainsi les employés des banques CFDT criaient : « La commune vit encore » ; les métallos de la FGM étaient eux aussi combattifs : « Aujourd'hui dans la rue demain on continue ! ». Ceux de Westinghouse également : La Hiérarchie est énorme, augmentations uniformes ! »

Il y avait, selon les organisateurs, plusieurs centaines de milliers de manifestants. Nous n'entrerons pas dans le détail des comptages. Ce qui est à noter, c'est que le mécontentement des travailleurs contre le plan Barre s'est exprimé massivement. Malgré les appels du CNPF pour inciter les patrons à briser la grève en allant « embaucher » les non-grévistes à domicile, la grève a été largement suivie, même là où faire la grève peut coûter très cher. Aux blanchisseries de Pantin, par exemple, où les cadres et la maîtrise CFT sont allés chercher les ouvrières chez elles. Malgré cela, la moitié du personnel était en grève.

délégations unitaires

A remarquer la présence de grosses délégations FO, en dépit des interdictions de Bergeron ; à remarquer encore, certaines banderoles communes CGT-CFDT sur des objectifs nouveaux. Ainsi celle du groupe Moray (Caisse de retraites complémentaires) : « 35 heures ! augmentations uniformes ! dehors le gouvernement minoritaire ! » (Anecdote : le permanent de la fédération CGT est venu rayer le sigle CGT sur cette banderole).

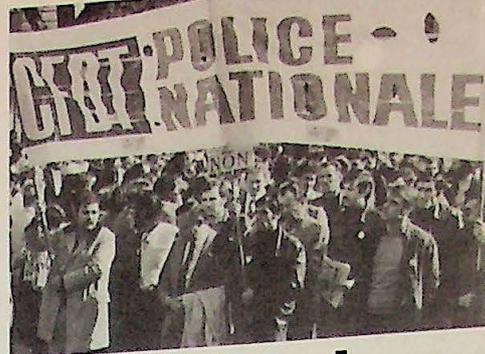
Bien sûr, ces délégations unitaires n'étaient pas légion, mais voilà un indice du débat unitaire qui se mène à la base entre travailleurs d'organisations différentes.

A contrario, c'est FO qui, dans un communiqué, a le mieux défini cette journée d'action en déclarant : « Le 7 octobre démontre une fois de plus la grande réserve des travailleurs à l'égard des mouvements de grève à caractère politique. » Cette affirmation mensongère comporte en creux le vrai caractère de cette journée d'action. Elle a été politique et populaire. Les réserves contre le plan Barre ont répondu à sa petite phrase de la veille : « Nous compterons les grévistes. » Les comptages de Ponia ont beau travestir le chiffre des grévistes, on peut dire que le 7 octobre, la censure était dans la rue.

Continuer à donner vie à cette mobilisation, en faire un tremplin pour la journée du 23 octobre pour l'emploi, constitue la tâche des jours à venir.

J.-Y. R. ■

Reportage photo réalisé pour Tribune Socialiste par Elizabeth Vignati et Max Pagis.



7 octobre :



Photo ADJA-WEISS

le refus dans la rue



Photo ADJA-WEISS



Alsace : patrons d'un autre âge

D'un côté, 580 tacots et des bâtiments dont la valeur est estimée à plusieurs milliards, une des plus belles collections privées de voitures anciennes. Cette fortune colossale a été édiflée par les frères Schlumpf en exploitant depuis trente années les ouvriers de leurs usines de Malmerspach, Mulhouse et Enstein.

De l'autre côté, il y a deux mille travailleurs dont l'emploi est menacé. Les frères Schlumpf ont, il y a trois mois, décidé d'abandonner les usines de laine peignée qu'ils possèdent. La présence arrogante des liquidateurs dans l'usine et dans la localité a été jugée par les ouvriers comme une véritable provocation.

Le 28 septembre, les 470 salariés de la filature de Malmerspach ont retenu leurs ex-patrons dans la villa. Le 2 octobre à 6 h 30, 150 CRS dirigés par le sous-préfet en personne sont venus dégager les frères Schlumpf. Les travailleurs n'ont donc obtenu aucune garantie pour leur emploi. Les

frères Schlumpf se sont toujours refusé à donner des informations économiques aux comités d'entreprise. Leur gestion scandaleuse a toujours été couverte par les pouvoirs publics, les chambres patronales et les notables locaux.

Mais Schlumpf n'est pas une exception. Il y a d'autres entreprises menacées dans la région : la MIW avec Boussac et ses chevaux de course, les licenciements chez DMC, chez MAB à Sultz, chez Alsatex à Riedscheim, aux Procédés Elastiques à Saint-Louis, etc. Dans tous ces cas, les ouvriers résistent à la liquidation. Ce ne sont pas les seuls conflits dans la



Photo Tribune socialiste

Occupation de la propriété par les travailleurs.

région : depuis le 24 septembre, les 1 000 salariés des Filatures du Florival à Guebwiller et Issenheim dans le Haut-Rhin, sont en grève illimitée. Les grévistes sont en majorité des femmes et des immigrés. Ils touchent des salaires dérisoires (entre 1 300 et 1 600 F). Ils réclament 300 F par mois pour tous. Le patron, le baron de Tur-

ckheim refuse de négocier. Des barons, des anciens collaborateurs, des propriétaires de chevaux de course ou de vieux chevaux vapeurs, voilà les adversaires des travailleurs alsaciens du textile. C'est une certaine image du vieux monde qui est remise en cause.

J.-Y. R. ■



Photo Tribune socialiste

Évacuation...

Teppaz : la politique de la terre brûlée

La lutte des travailleurs de TEPPAZ est encore présente dans tous les esprits : courants 1975, ils ont, avec la CFDT, mené une longue lutte pour refuser la fatalité du dépôt de bilan et du chômage, imposer la relance de leur entreprise sur des bases sérieuses, assurant le plein emploi. A ce jour, tous les travailleurs, qui souhaitaient reprendre leur activité, ont été réintégrés.

Mais aujourd'hui, aux dires de la direction, TEPPAZ rencontrerait des difficultés financières telles, qu'elles menacent sérieusement la poursuite de l'exploitation.

Cette situation financière est en complète contradiction avec les résultats d'une enquête réalisée courant septembre sous les auspices de la Préfecture de Région, et qui fait apparaître une situation particulièrement positive : « Le carnet de commandes est étoffé, les produits constituent une réussite technique et esthétique indiscutable, la relance s'est réalisée dans des délais remarquables, l'image de marque de TEPPAZ est persistante sur le marché. » Ce jugement, qui est d'ailleurs partagé par les institutions représentatives des travailleurs, prouve donc la viabilité de TEPPAZ.

On ne peut donc que s'étonner que des problèmes financiers puissent obérer à ce point les chances de maintien et de développement de l'entreprise, car les engagements des investisseurs ne peuvent que reposer sur cette appréciation positive. Si donc, une nouvelle fois, les travailleurs de TEPPAZ étaient, dans les pro-

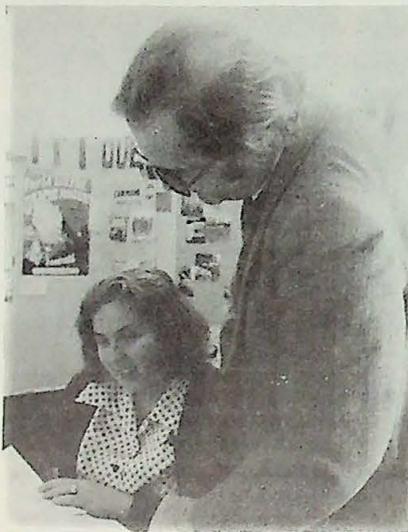
chains jours, confrontés à de graves problèmes d'emploi, il serait clair, que cette prétendue impasse financière ne serait, en fait, que le résultat de pressions, visant à remettre en cause les acquis de la lutte par « la politique de la terre brûlée ».

De telles manœuvres revanchardes doivent être rapidement combattues. C'est dans ce sens que la CFDT de TEPPAZ a proposé aux travailleurs d'agir pour maintenir et consolider les acquis. La production continue d'être assurée et l'outil de travail sera sauvegardé par l'occupation des locaux. La FGM-CFDT qui donne ces informations les soutient activement. Il ne faut pas s'étonner de cette offensive du patronat et des financiers contre TEPPAZ. Après Lip et Grandin, le pouvoir tente de démontrer que lutter ne sert à rien, que la restructuration est inéluctable, que la rentabilité est une « évangile » écrit par le CNPF. Mais cet évangile connaît aujourd'hui trop de lectures différentes. Alors les hiérarques du patronat crient « Sus aux hérétiques » et brisent toutes les communautés recréées par les travailleurs qui ne se laisseront pas faire. ■

on ne peut pas tout dire

salon de la nature

Le PSU et TS étaient présents au Salon international de la nature, au Bourget, pendant dix jours. Affiches, photos, revues permettaient aux visiteurs de suivre l'action du PSU dans le domaine du cadre de vie. ■



Gauthier : l'étranger de préférence

Gauthier, c'est une entreprise de Mégisserie de Mazamet (Tarn). Depuis le 28 septembre, les 114 salariés l'occupent. Ils veulent s'opposer aux 70 licenciements consécutifs au dépôt de bilan provoqué par les banques. Les patrons, comme c'est souvent le cas dans cette branche, ont décidé d'investir à l'étranger ainsi que dans d'autres entreprises. Ces licenciements aggravent le passif, le sous-emploi dans une région déjà très touchée par le chômage. La volonté de vivre au pays anime cette lutte. ■

cancérologie

Y a-t-il en France un scandale du cancer ? C'est la question posée cette semaine par l'hebdomaire *Politique hebdo*. Un chercheur de Roubaix, le Dr André Gernez, a mis au point depuis dix ans, une théorie révolutionnaire du mécanisme de la cancérisation et proposé des solutions préventives et thérapeutiques entièrement nouvelles. Ce chercheur n'est jamais parvenu à se faire en-

tendre, en raison de l'ostracisme que lui oppose « l'establishment » de la recherche médicale en France.

Sans prendre parti sur la validité de la théorie du Dr Gernez, *PH* ouvre un dossier troublant, d'une grande clarté et d'un immense intérêt. La semaine prochaine, *PH* continue son enquête, en rendant publiques les expérimentations secrètes menées par l'INSERM (Institut national scientifique d'études et de recherche médicales).

Une affaire à suivre et sur laquelle nous reviendrons plus complètement dans un prochain numéro de *TS*. ■

Argentine : encore la répression

La junte du général Videla a fort à faire. Non seulement ses équipes de tueurs s'attaquent aux organisations politico-militaires (Montoneros et ERP qui ont formé ensemble l'OLA) dont l'anéantissement est annoncé tous les jours, mais elle doit simultanément s'affronter à une classe ouvrière dont la combativité n'est pas morte : grèves dans l'automobile, les transports, le pétrole se succèdent ; sans compter les sabotages. A la direction de ces mouvements des structures clandestines, les « coordinadoras » liant entre-eux les syndicats combattifs.

C'est pourquoi la vague répressive s'est étendue aux dirigeants ouvriers. Parmi eux José Francisco (un des dirigeants ouvriers de Fiat Cordoba) et Arturo Apaza (secrétaire général du syndicat de l'usine De Carlo). Une campagne internationale se développe pour obtenir leur libération. En France, le CSLPA centralise toutes les initiatives. Ecrire : 94, rue N.-D.-des-Champs, 75006 Paris. Chèque à l'ordre d'Alain Danjou. ■

Ouest-licenciements continue

Bien qu'expulsés de leur usine, les travailleurs de Caron-Ozanne, continuent à réaliser *Ouest-licenciements*. C'est un journal interprofessionnel, intersyndical et régional, réalisé par un collectif. Il est soutenu par l'Union régionale CFDT. Dans le n° 11, des articles sur la sécheresse sur l'imMRO, la SICNA, la Coordination. Pour s'abonner ou soutenir financièrement : Hubert Grammare, 25, rue du Père-Sanson, 14000 Caen. ■

non-violence et autogestion

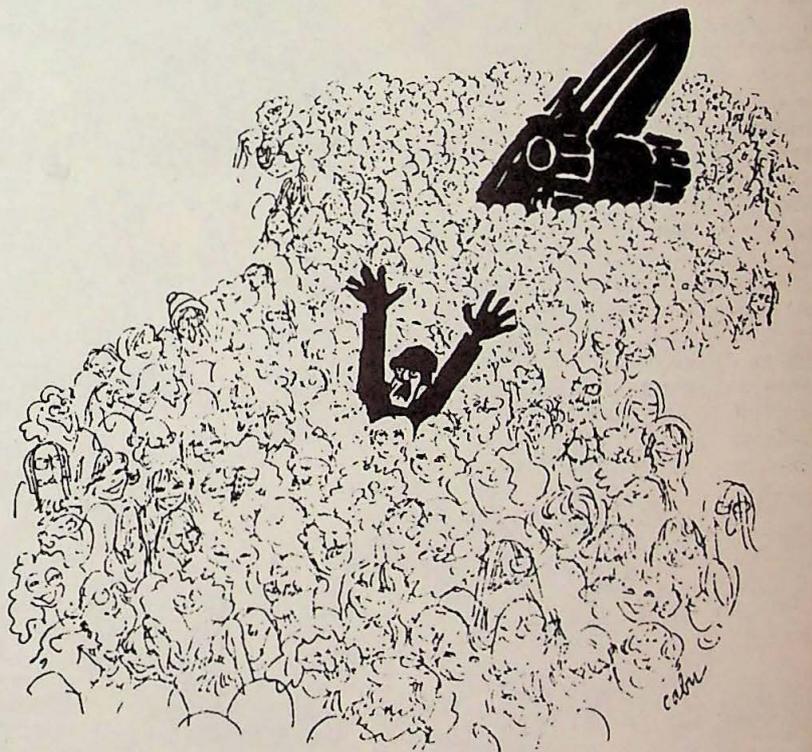
C'est le thème des rencontres culturelles organisés par le Mouvement parisien pour une alternative non violente, au cinéma André Bazin, 45 bis, rue de la Glacière, 75013 Paris. Films, soirée cabaret (Font et Val, etc). Tous renseignements, à partir du 12 octobre, de 17 h à 20 h, tél. 337.88.76. ■

luttons n° 3 est paru

Ce mot, lutte, est fréquent dans ce journal. Mais il n'est pas facile de lui trouver de synonyme. C'est aussi le titre du bulletin de la CNE. Il faut s'y abonner. Le n° 3 est consacré à la santé. Le n° 4 est en route. Seize pages, deux francs, c'est l'outil essentiel pour les militants du secteur entreprise. A commander à la CNE, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Priorité bien sûr aux envois groupés. ■

SEMAINE DE LA NON-VIOLENCE ET DE L'AUTOGESTION
Cinéma André BAZIN : 45bis, rue Glacière — 75013 PARIS
18-24 OCTOBRE 1976

POUR UNE NON-VIOLENCE POLITIQUE



7 JOURS D'EXPRESSION CULTURELLE ET POLITIQUE AUTOUR
DE LA NON-VIOLENCE ET DE L'AUTOGESTION
ORGANISES PAR LE MOUVEMENT PARISIEN POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE

misère du peuple dans le « bastion blanc »

de notre envoyé spécial Jacques NEVORI

Salisbury. Musique « pop » et airs traditionnels se succèdent dans les haut-parleurs du « hall à bière ». C'est un vaste hangar sous lequel plusieurs dizaines d'hommes et quelques femmes boivent, dans des sortes de baquets en matière plastique, une bière de sorgho ou de malte dont la vente assure de gros bénéfices au propriétaire africain du hall et à l'Etat.

A Highfield, le samedi après-midi, les distractions sont rares : arpenter les allées de terre rouge de la township (1), rendre visite à des parents ou à des amis, suivre un match de football sur un terrain de fortune, près du marché, ou bien prendre un des autobus bondés de la compagnie municipale, appelée ironiquement « Presha limited », et aller flâner devant les boutiques des quartiers sud de Salisbury.

Certaines de ces maisonnettes de trois petites pièces, sans eau ni électricité, rangées en labyrinthes où seuls les habitants parviennent à se reconnaître, abritent jusqu'à dix personnes. Une famille qui a obtenu le droit de résider dans la « zone blanche » en loge une autre, qui attend l'autorisation de la municipalité. Des hommes en quête de travail, et donc en situation irrégulière, viennent passer quelques nuits dans des maisons différentes, pour échapper aux contrôles de police. Les officiers de police blancs, retranchés dans leurs commissariats, envoient des escouades d'agents africains opérer des rafles dans les halls à bière, contrôler les situpas (livrets de travail et d'identité) des habitants d'une zone, ou arrêter un homme ou une femme soupçonnés d'aider les « terroristes ». La locataire de cette maisonnette délabrée a ainsi été emmenée, deux mois plus tôt, après avoir été battue par un groupe de policiers africains. Aux questions d'un de ses amis, les flics ont répondu qu'il ferait mieux de ne pas se mêler de cette affaire. Trois semaines plus tard, quelqu'un l'a aperçue à la « ferme-prison » de Chikurubi, près de Salisbury. Il est peu probable qu'elle passe jamais devant un tribunal. Si elle ne meurt pas en prison, elle sera relâchée lorsque la police aura besoin de place pour d'autres « suspects » et rentrera chez elle, diminuée par des semaines de privations et de coups.

La solidarité avec les guérillos qui se battent dans les « zones tribales » frontalières du Mozambique, de la Zambie, et même du Botswana,

semble, ici, active. On collecte de l'argent, on rassemble des vivres et des outils, et, le samedi, les militants chargés du transport se mêlent aux travailleurs qui retournent dans leur village pour le week-end. On affirme même que des jeunes gens qui ont rejoint la guérilla viennent parfois voir leurs parents en toute impunité.

prendre les armes

Pourtant, les indicateurs africains sont nombreux, et ceux qui décident de prendre les armes doivent, selon les consignes qui leur sont données, ne prévenir personne de leur intention et s'éclipser à l'insu de leur entourage.

La plupart des habitants de

La radio de Salisbury ne diffuse que la propagande du Front rhodésien de Ian Smith, et brouille les émissions de Radio-Lusaka; les journaux sont soumis à la censure. Mais les informations sur la guérilla circulent, le lundi, apportées par les travailleurs qui rentrent du village pour reprendre le travail. Les Africains ne sont que des « résidents provisoires » dans les zones blanches du pays. Tous sont originaires des « zones tribales » qui, avec les « zones disponibles à l'achat pour les Africains », forment cette moitié de la Rhodésie, soit 145 000 kilomètres carrés, que les 270 000 Européens laissent aux six millions et demi d'Africains. Sur ces terres pauvres, appauvries encore par des méthodes culturales archaïques et la nécessité d'en tirer plus qu'elles ne peuvent rendre, vivent les femmes, les enfants et les vieillards. Ils subsistent grâce aux produits des champs, au salaire des hommes partis à la ville, et au maigre revenu qu'ils tirent d'un peu d'artisanat vendu au marché. Le revenu annuel moyen par famille (de quatre à sept personnes) y

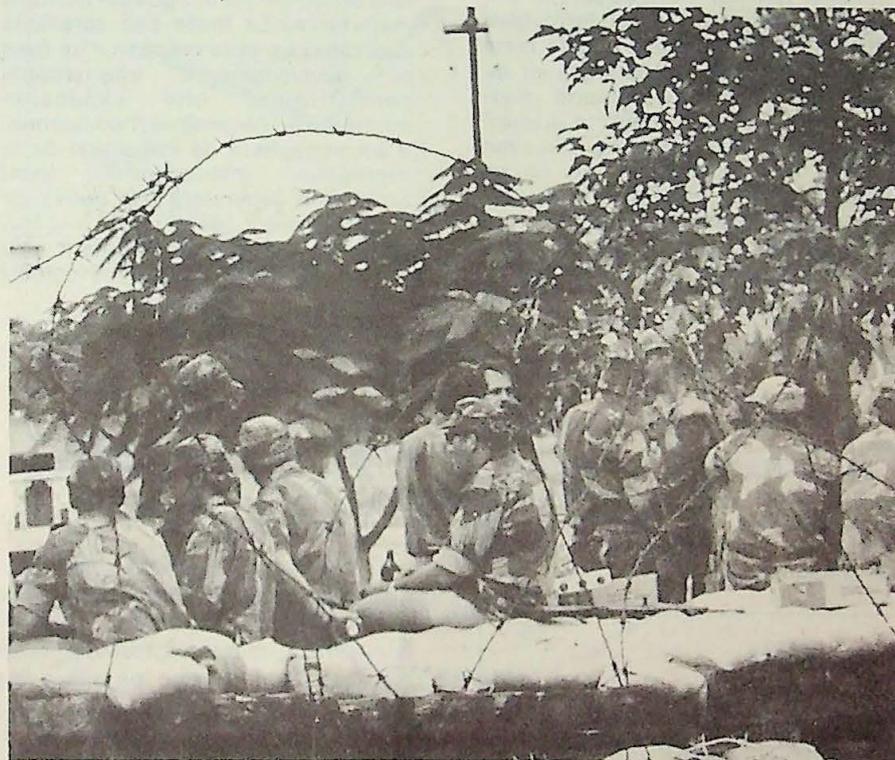
car la pénurie de main d'œuvre qualifiée oblige les entreprises à employer plusieurs travailleurs là où un seul ouvrier compétent suffirait; or, les travailleurs africains coûtent moins cher. On estime que cent à cent cinquante mille Africains, sur un million de salariés agricoles et industriels, occupent des emplois supérieurs au niveau de qualification qu'ils avaient lors de leur embauche. Sur les cent dix-huit mille personnes que compte la population active européenne, cent mille occupent des emplois qui requièrent une qualification, souvent supérieure à leur compétence réelle (3). Les travailleurs africains ont gagné, en moyenne, en 1974, 398 dollars, les Européens 4 333 dollars : encore faut-il préciser que beaucoup d'ouvriers agricoles sont payés, pour tout ou partie, « en nature ».

un racisme primitif

Ceux-là mêmes qui seraient prêts à payer d'une certaine infériorité politique l'avantage d'un train de vie confortable, voient leurs aspirations bloquées par un racisme aussi inflexible que primitif. « Il existe une petite bourgeoisie africaine potentielle, explique Marshall Murphree, directeur du Centre d'études interraciales de l'Université de Rhodésie. Mais le gouvernement n'a rien fait pour l'aider à se développer, bien au contraire ». Tel jeune employé a réussi, en suivant des cours par correspondance pendant ses heures de loisir, à acquérir une qualification de comptable. Il gagne cent cinquante dollars par mois pour faire vivre, dans deux pièces, une femme et deux enfants. Il a sous sa responsabilité des Européens qui gagnent le triple. « Que voulez-vous, assure ce haut fonctionnaire du ministère du travail, il travaille sûrement moins bien que les Blancs. D'ailleurs, comptable, c'est un métier de femme ».

La migration constante des travailleurs, des zones tribales aux zones urbaines, a empêché l'apparition d'un véritable mouvement ouvrier. Mais la lutte contre le régime colonial a dévoilé les oppositions de classe qui se dessinent dans le peuple, et la nécessité de dépasser les structures sociales archaïques maintenues par les autorités blanches, qui les ont utilisées à leur profit. Aussi l'éventuelle instauration d'un régime de type néo-colonial n'irait-elle pas sans des conflits d'autant plus violents qu'aujourd'hui, vingt mille guérillos, relativement bien armés, semblent décidés à s'opposer à l'avenir que les dirigeants sud-africains, américaine et européens tentent d'imposer à un Zimbabwe indépendant.

J.N. ■



Highfield paraissent favorables à la ZANU, le mouvement qui forme la branche dite « extérieure » de l'ANC, parce que ses dirigeants sont contraints à l'exil. Mais Joaquim Chinamano, vice-président de l'autre ANC, formée des membres de la ZAPU, vit à Highfield, dans une villa dont le confort jure avec la pauvreté des maisonnettes de ciment qui forment le gros de la township. Joshua Nkomo, le président de l'ANC « de l'intérieur » habite à Bulawayo, où il semble que la ZAPU soit nettement plus influente. Mais ces distinctions comptent peu au regard de la guérilla, formée de militants de la ZAPU et de la ZANU qui se veulent indépendants des « politiques » et ont constitué cette « troisième force » que les autorités blanches appellent les « terroristes ».

est de 112 dollars (2), alors que, selon l'Université de Rhodésie, le seuil de pauvreté, pour une famille de quatre personnes, est de 660 à 670 dollars (chiffres de 1974).

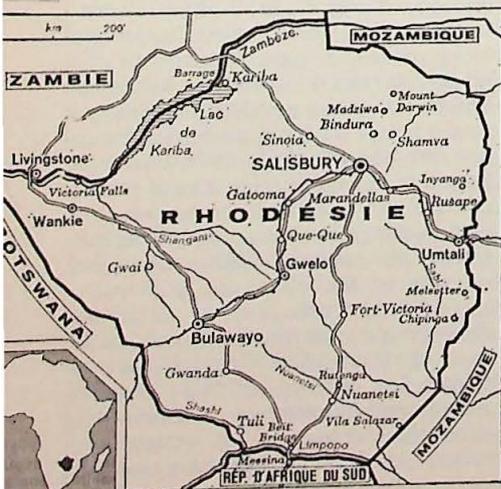
« résidents provisoires »

A la ville, l'homme gagne, en moyenne, 556 dollars, soit 10,8 fois moins que les Européens. Il n'y a pas, comme en Afrique du Sud, de loi réservant les meilleurs emplois aux Blancs. C'est inutile, car, entre un Européen et un Africain, un patron européen choisira toujours le premier; s'il embauche les deux, l'Européen gagnera, pour le même travail, trois à quatre fois plus que l'Africain. Mais ce serait aussi gênant,

(1) Bidonville.

(2) Un dollar rhodésien = sept francs.

(3) Les statistiques officielles incluent les travailleurs indiens et métis dans la population active européenne.



L'Afrique du Sud à la recherche d'un cordon sanitaire

Il y aura bientôt onze ans, le 11 novembre 1965, Ian Smith proclamait l'indépendance de la Rhodésie, colonie britannique dont les 210 000 Européens entendaient régner sans partage sur une population africaine vingt fois plus nombreuse.

Le gouvernement travailliste de Londres décrétait aussitôt le blocus économique de sa colonie, mesure adoptée ensuite par les pays du Commonwealth et, sous la forme de sanctions internationales, par l'ONU. Mais l'Afrique du Sud, sans l'appui de laquelle le gouvernement rhodésien n'aurait pas pris le risque de se couper du reste du monde, apporta à la colonie rebelle une aide qui lui permit de résister au blocus et de repousser les offres de compromis que Harold Wilson, qui avait renoncé dès le départ à envoyer des troupes à Salisbury, s'obstinait à présenter à Smith.

Dès cette époque, un embryon de guérilla apparaît à la frontière zambienne. En 1972, les dirigeants des mouvements nationalistes interdits, l'Union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU), de Joshua Nkomo, et l'Union nationale (ZANU), du pasteur Ndabaningi Sithole, parviennent, depuis les camps où ils sont détenus, à faire entendre, à travers le Conseil national africain (ANC), placé sous la présidence de l'évêque Abel Muzorewa, la réponse des Africains au compromis adopté à Londres, en novembre 1971, par Smith et le gouvernement conservateur. Selon cet accord, la Rhodésie devait évoluer progressivement vers un régime majoritaire qui aurait été atteint en 2025.

afin d'éviter le pire

En décembre 1972, la guérilla s'étend près de la frontière zambienne, et la collaboration entre le Frelimo du Mozambique et les combattants du Zimbabwe devient active face à celle des troupes portugaises et rhodésiennes. L'indépendance du Mozambique, en juin 1975, la défaite de l'armée sud-

africaine, en février 1976, dans sa tentative pour contribuer à l'instauration d'un régime néo-colonial en Angola, la révolte des jeunes Africains des townships du Transvaal et du Cap, depuis trois mois, ont amené le gouvernement afrikaner à réviser sa politique à l'égard de la Rhodésie, comme en Namibie. L'installation de gouvernements bourgeois à la tête de ces pays fournirait à l'Afrique du Sud, avec le Botswana, un « cordon sanitaire » qui la protégerait des régimes militants du « Front » des Etats africains d'Afrique australe.

Suivant les conseils du secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, le premier ministre sud-africain, John Vorster, a admis que l'obstination des colons rhodésiens ne pouvait que favoriser le développement de la guérilla dans la région et le renforcement du Front des Etats et des mouvements de libération contre les régimes minoritaires blancs. Les marchandises rhodésiennes qui, depuis la fermeture de la frontière mozambicaine, en mars, ne peuvent plus transiter que par l'Afrique du Sud, ont été bloquées sur un réseau ferroviaire curieusement « engorgé » dans cette période de crise économique et de réduction des importations sud-africaines. Fin août, Prétoria a retiré les pilotes d'hélicoptères qu'elle avait laissés à la disposition des forces rhodésiennes. Les approvisionnements en pétrole auraient aussi été retardés. Enfin, le 18 septembre, à Prétoria, Vorster a indiqué à Smith que l'Afrique du Sud cesserait d'aider la minorité blanche de Rhodésie si elle ne renonçait pas à exercer le pouvoir seule. Vorster, Smith et Kissinger se sont accordés sur un plan prévoyant l'institution d'un régime majoritaire dans deux ans, après une période transitoire au cours de laquelle un conseil d'Etat paritaire contrôlerait un gouvernement à majorité noire, l'armée et la police restant aux mains de ministres blancs.

Rhodésie : profil...

Comprise entre les fleuves Limpopo, au Sud, et Zambèze, au nord, le Mozambique à l'est, la Zambie et le Botswana à l'ouest, la Rhodésie, colonisée dans les dix dernières années du dix-neuvième siècle, à partir de l'Afrique du Sud, par Cecil Rhodes, occupe 389 000 kilomètres carrés. Les principales villes sont Salisbury, la capitale, qui compte 386 000 habitants (dont 280 000 Africains et 97 000 Européens), Bulawayo, à six cents kilomètres au sud (245 000 habitants), et Umtali, à la frontière du Mozambique (46 000 habitants).

Le secteur minier forme la base de l'économie. Bien que les mines proprement dites ne représentent que 7,4 % du produit intérieur brut, elles fournissent l'essentiel des devises étrangères indispensables au développement du pays, et une bonne part du capital investi dans l'industrie. La production minière, composée à 90 % d'or, d'amiante, de nickel, de cuivre, de chrome et de charbon, a représenté 170 millions de dollars rhodésiens en 1975, et pourrait atteindre 200 millions cette année. Elle est entre les mains de groupes sud-africains, au premier rang desquels l'Anglo-Américain de Harry Hoppenheimer, et britanniques, en particulier la Lonrho et la Rio Tinto.

La France, en dépit des dénégations officielles, maintient de fructueuses relations commerciales avec la Rhodésie. Peugeot a construit une usine d'assemblage à Umtali, et les voitures Renault sont très appréciées (tous les taxis de Salisbury sont des « 4-L »). Les parfums et les produits de luxe, de même que les anciens légionnaires français, remportent un vif succès dans la colonie blanche.

Le projet, annoncé par Smith le 24 septembre, a été rejeté, deux jours plus tard, par les guérillas et les chefs des Etats du Front (Mozambique, Tanzanie, Angola, Zambie et Botswana). Ceux-ci exigent que la Grande-Bretagne convoque immédiatement, hors de Rhodésie, une conférence constitutionnelle à laquelle participeraient les « représentants authentiques et légitimes du peuple ». Tandis que les Rhodésiens et les Sud-Africains s'en remettent aux Américains du soin d'amener les Etats du Front à composition, on assure à Londres et à Washington, que les bases du « plan Kissinger » ont été acceptées, le différend ne portant plus que sur les « détails » exposés par Smith. Mais l'importance de ces détails n'a échappé ni aux guérilleros, ni aux Etats qui les soutiennent.

le plan Kissinger

Le projet de Kissinger, Vorster et Smith consiste à laisser au gouvernement rhodésien le choix des représentants nationalistes avec lesquels il partagera le pouvoir pendant deux ans, et la direction du processus au terme duquel il le remettra à un gouvernement majoritaire. La levée des sanctions économiques et la création d'un fond de développement international permettraient une expansion accélérée de l'économie rhodésienne. S'accompagnant de l'abolition de la ségrégation institutionnelle (dont Smith n'a cependant pas parlé), ce développement conduirait à l'établissement d'un gouvernement africain aux pouvoirs limités par le poids



économique des groupes financiers sud-africains et occidentaux et des fonctionnaires et techniciens blancs.

La réponse des Etats du Front traduit la défiance avec laquelle le Mozambique, la Tanzanie et l'Angola ont toujours considéré l'initiative de Kissinger. Les Etats-Unis risquent à présent d'être contraints de se ranger ouvertement aux côtés des gouvernements rhodésien et sud-africain, face à « l'intransigeance » des Africains. L'éventuel ralliement de Nkomo au plan exposé par Smith ne mettrait pas fin à la guérilla. Le président tanzanien, Julius Nyerere, avait d'ailleurs, selon certaines informations, prévenu Kissinger qu'il risquait de se mettre sur les bras un gouvernement qui ne serait pas reconnu par les maquisards et que les Etats-Unis devraient soutenir économiquement, sinon militairement.

La conférence constitutionnelle que Londres a accepté d'organiser et de présider, d'ici quinze jours, pourrait faire éclater l'opposition entre les conceptions occidentale et africaine d'un Zimbabwe indépendant et de l'avenir de l'Afrique australe.

J.N. ■

L'apartheid éclaté

On attendait que le feu de la guérilla embrase les frontières: l'incendie ravage le cœur même du « pouvoir pâle » en Afrique australe. Prisonnier de schémas qui ont mené les peuples de l'Angola et du Mozambique à la victoire, personne n'a voulu voir que, dans les ghettos noirs qui ceinturent les villes blanches, se préparait l'explosion.

20 mars 1960. Sharpeville. La première tentative de masse pour engager le combat de front contre le régime raciste est noyée dans le sang. La répression disloque toutes les structures de contestation et étouffe, jusqu'à l'intérioriser, tout esprit de révolte. Le « pouvoir pâle » s'imagine triompher. Protégé par le glacis colonial portugais des infiltrations du « communisme international », les oppresseurs se nourrissent de la surexploitation de la masse des travailleurs non-blancs. Leur aveuglement à sentir que l'accumulation de leur richesse forgeait les armes de leur propre destruction aboutit à l'explosion de ces derniers mois.

Pendant quinze années, la société blanche renforçait, aiguisait, étendait sa domination. Son arme principale: l'atomisation des opprimés. Personne n'échappe à son étiquetage dans un groupe racial. A l'intérieur même du

monde noir, chacun est catalogué membre d'un des neuf groupes ethniques. Nul n'est maître du choix de son employeur, avec lequel il n'a un contrat que d'une durée limitée. Le travailleur doit quitter son *homeland* — sa réserve tribale — parce qu'elle ne peut le nourrir. Il laissera femme et enfant, et courra pendant la moitié de sa vie active d'un patron à un autre au gré des besoins de la main-d'œuvre, gagnant la faveur d'un travail moins pénible par sa soumission et une féroce compétition aux dépens de ses frères de couleur. Même dans les ghettos et les cités minières ceinturées de barbelés, il devra s'installer dans un quartier réservé à ceux de sa race et de sa tribu. Dressés les uns contre les autres, ballotés de leurs *homelands* aux centres de production urbains, écrasés s'ils tentent de relever la tête, étouffés dans une des deux mille sectes religieuses qui leur

promettent le salut au prorata de leurs souffrances, les travailleurs noirs sont enserrés dans un réseau de divisions géographiques, tribales, raciales, qui visent à laisser chacun seul, face à l'omnipotence du pouvoir pâle. Là se situait l'étonnante stabilité du pouvoir politique en Afrique du Sud.

prolétarisation forcée

Mais l'armée des prolétaires s'est démesurément gonflée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les besoins croissants de l'industrialisation, la concentration de l'agriculture, le développement des exploitations minières ont vidé les campagnes africaines de leurs forces de travail ; au point qu'il n'existe plus en Afrique du Sud une réserve de main-d'œuvre suffisante pour que les autorités de

suivre l'expansion d'une économie de plus en plus développée : les travailleurs blancs manquent. Brèche fondamentale dans le système de l'apartheid. Une partie du patronat a enfreint, plus ou moins légalement, la règle sacro-sainte du « colour bar » qui, depuis un demi-siècle, garantit les privilèges de la classe ouvrière blanche. C'est dans cette faille que se sont engouffrés les centaines de milliers de grévistes qui, à partir de 1971, ont pu pour la première fois négocier avec des patrons une amélioration de leurs conditions de travail et une augmentation de leurs salaires.

Tôt ou tard, ces revendications économiques devaient déboucher sur un affrontement politique. Les syndicats noirs ont été interdits et les grèves devenues illégales. L'Etat, patron lui-même d'un secteur économique important, n'est légitimement

d'une main-d'œuvre suffisante et d'un marché intérieur assez large, l'appareil de production commençait à se gripper. A la fin des années 60, l'apartheid devenait le « développement séparé des races ». Derrière ce changement de terminologie, l'Afrique du Sud tissait avec cynisme et opiniâtreté un ordre néo-colonial d'autant plus artificiel que la métropole et ses ex-colonies se divisaient en un seul et même territoire. A toutes les divisions déjà existantes dans le monde des opprimés, Prétoria tentait de superposer une nouvelle division en classes.

Membres d'une nation bantoue que les mutations sociales avaient disloquée depuis des années, attachés à des territoires si exigus, si pauvres, si divisés qu'ils ne peuvent nourrir le dixième de la population théorique, soumis à des dirigeants dépossédés



droit. Les parents se résignaient. Les enfants, étudiants et lycéens, rejetèrent tout le système en bloc, appelaient à une révolution contre la mentalité d'esclave et d'opprimé du peuple noir qui devrait trouver dans sa culture et un développement communautaire excluant tous les blancs, y compris les libéraux, les armes de sa libération : la « conscience noire ».

superman est mort

Loesque sur le lointain plateau central de l'Angola l'artillerie cubaine taillait en pièce la machine de guerre sud-africaine, l'ultime rempart du monde blanc, sa force armée — et du même coup son appareil de répression — s'effondrait comme un mythe crevé : superman était mort. Une décision stupide d'imposer l'enseignement en afrikaaner et l'explosion balayait la chimère des bantoustans, néo-colonialisme tellement timoré qu'il en devenait absurde.

Jour après jour, dans les centres urbains, les émeutes succèdent aux émeutes. Chaque fois, la révolte renaît, comme si, au bout du chemin, les opprimés sentaient qu'un changement radical est possible. Ils ne se heurtent pas aux forces de l'ordre : ils les affrontent. Au-delà de leurs divisions traditionnelles, au-delà même de la soit-disante opposition entre noirs, métis et asiatiques, tout le monde non-blanc prend conscience de sa force. Mais il ne faut pas se méprendre sur le stade actuel du combat des non-blancs. La jonction entre les prolétaires, conscients de leur force de revendication économique, et une partie de la petite bourgeoisie, exigeant des droits démocratiques classiques, n'a pas encore donné naissance à un front dont l'organisation, comme dans toutes les luttes de libération nationale, ne peut être que mise en place par des intellectuels issus de cette classe moyenne. La revendication du « pouvoir noir » pourrait, dans une étape suivante, disparaître, pour que s'élabore une stratégie révolutionnaire qui tienne compte de ce que le conflit en Afrique du Sud a une apparence raciale : il n'oppose que les oppresseurs aux opprimés, les forces d'exploitation aux forces de libération.

Le régime raciste mettra tout en œuvre pour que la lutte n'atteigne jamais cette étape. Ouvertement, les dirigeants de pretoria veulent accélérer la formation d'une bourgeoisie noire qui, elle, aurait quelque chose à perdre. Mais outre la rigidité et la primauté de leurs mentalités, le monde des blancs voit à son tour apparaître en son sein l'arme qui assurerait sa domination sur les non-blancs : la division. Face à un peuple noir qui commence à s'organiser, les intérêts des petits-blancs, les ouvriers, les employés, les petits propriétaires terriens, cramponnés à leurs privilèges qu'ils ne doivent qu'à la seule couleur de leur peau, pèseront-ils lourd face au réalisme du capital local et international, décidé à faire la part du feu, comme il tente déjà au Zimbabwe et en Namibie ?

Michel TICHNIKOV ■

POUR EN SAVOIR PLUS...

● Thion (Serge), *Le pouvoir pâle*, Paris, Seuil, 1969.

● Limp (Walter), *Anatomie de l'apartheid*, Paris, Carterman poche, 1972.

● Hepple (Alex), *Les travailleurs livrés à l'apartheid*, Genève, Mouvement antiapartheid, s.d.

● Notes et Documents, n° 35, déc. 1975, « Participation d'intérêts économiques aux projets de développement industriel en Afrique du Sud ».

● *Alerte atomique* (journal du MDPL), n°s 53-54, « Les ventes d'armes françaises à l'Afrique du Sud ».

● Bourdet (Claude), « Que serait l'Afrique du Sud sans la France ? », *Le Monde diplomatique*, avril 1976.

● Don Morton, Tami Huttman, Reed Kramer, « Afrique australe : détente ou duperie ? », *Politique aujourd'hui*, mars-avril 1976.

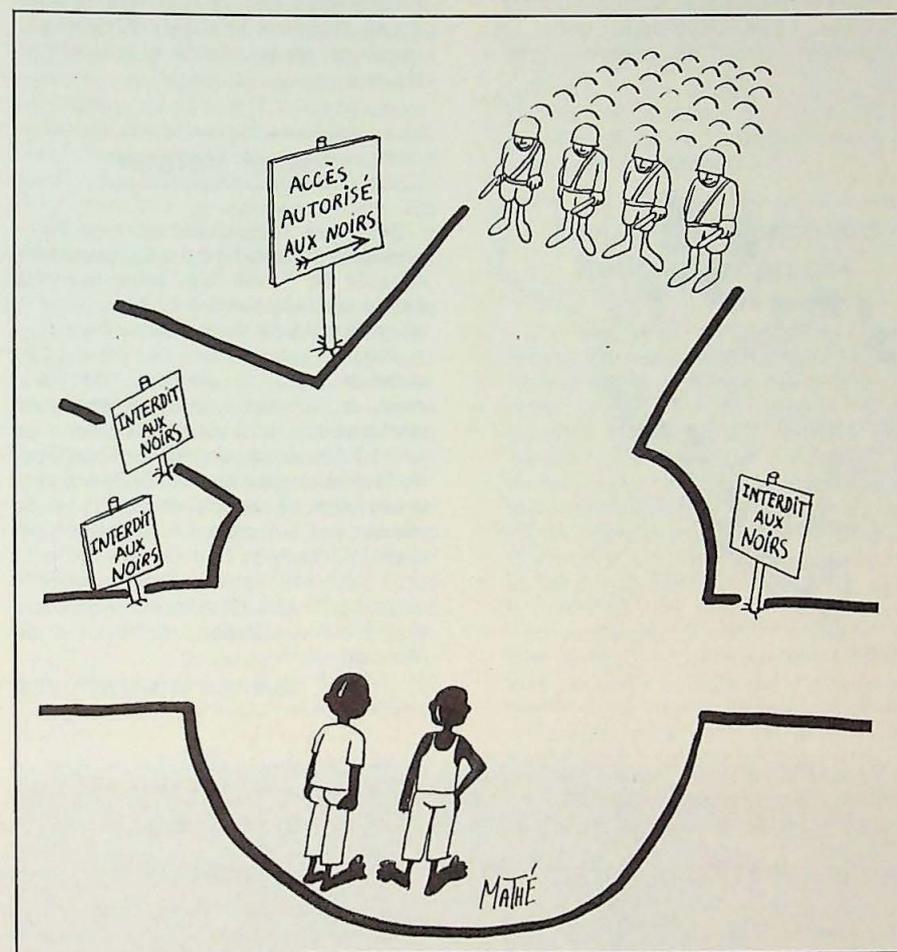
RHODESIE :

● Pichon (Roland), *Le Drame de la Rhodésie du Sud, Naissance et mort d'un empire colonial*, Paris, IDOC-France, 1975.

● Commission Justice et Paix, *Entre le marteau et l'enclume*, Paris, CJP, 1975.

Prétoria puissent maintenir le volant de chômeurs indispensable à la « régularisation » du marché du travail : l'Afrique du Sud importe près de six cent mille travailleurs noirs, chaque année, des états voisins.

Cette prolétarisation forcée a fondé les armes de la révolte. Dégagé d'un mode de production traditionnel et des relations sociales qui s'y rapportaient, les travailleurs non-blancs ont découvert, à défaut de leur force collective, une identité commune et une conscience commune, que leur exploitation et leur oppression n'était pas due à une quelconque infériorité raciale mais à un réseau de conditions socio-économiques, même si l'articulation progrès = civilisation occidentale = blanc garde encore de la force. Les conséquences syndicales de cette mutation sociale ont été accélérées par la minorité de salariés que les patrons ont été obligés de qualifier pour pour-



l'Etat que des Blancs et, en conséquence, le défenseur acharné des privilèges du monde blanc. Moins que partout ailleurs, les opprimés d'Afrique du Sud ne peuvent dissocier la lutte dans les entreprises du combat politique.

désamorcer la colère

Conscients de ce premier risque, soumis à une pression internationale dont il ne faut pas négliger l'importance, terrorisés de voir les ghettos noirs, où une multitude croissante se réveillait de sa résignation, encerclait les bastions blancs, les privilégiés se sont rendu compte que la domination coloniale directe sur laquelle ils asseyaient leur pouvoir avait atteint ses limites. Politiques : il fallait déplacer le champ de l'affrontement qui se dessinait ; économiques : faute

des droits essentiels qui fondent l'indépendance réelle d'un pays, les noirs devaient s'imaginer devenir par l'accomplissement de la politique de « développement séparé » des citoyens à part entière. Cette illusion devait désamorcer la colère qui montait. En fait, les noirs ne gagnaient fondamentalement rien et, au contraire, se voyaient ainsi légalement condamnés à une perpétuelle condition de travailleurs migrants vendant leur force de travail à un appareil de production qui gagnait dans cette réforme une réorganisation lui ouvrant de nouvelles perspectives de croissance. L'auxiliaire indispensable à ce néo-colonialisme, une classe moyenne noire vivait dans l'ambiguïté que donnent quelques privilèges confrontés à la conscience aiguë que seule la couleur de sa peau lui interdisait d'accéder au statut auquel ses fonctions lui aurait donné

l'axe Paris-Prétoiria

La pénétration du capitalisme français en Afrique du Sud a commencé au moment où Boers et Britanniques refaisaient la paix sur le dos des populations africaines. En 1912, ils interdisaient l'accès à la propriété pour les Noirs et établissaient les réserves (bantoustans). C'est à cette période que les firmes textiles françaises s'installèrent en Afrique du Sud pour développer l'exportation de la laine produite dans les fermes des nationalistes blancs.

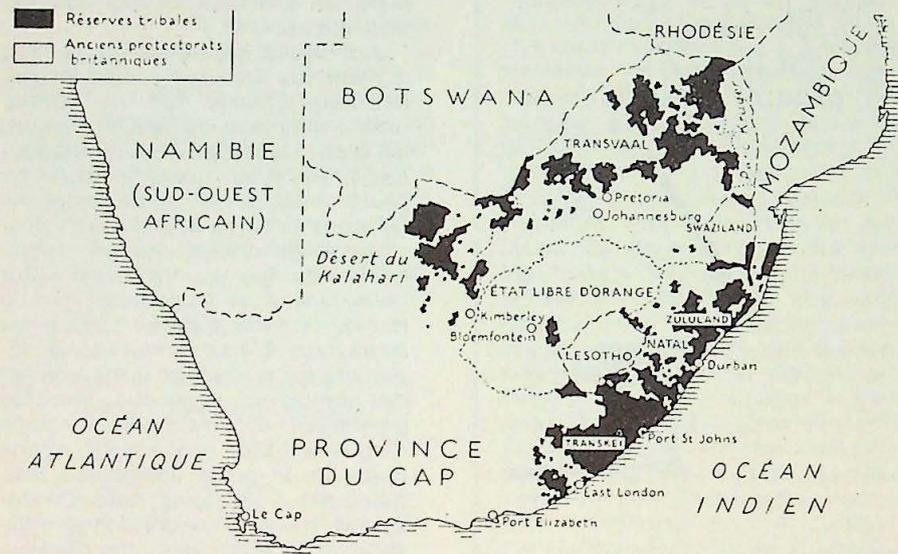
Depuis cette époque, ils ont multiplié les filiales. Aujourd'hui, dans les rues d'East London on trouve des noms bien connus: Tiberghien, Segard, Prouvost-Masurel, Dollfus Mieg. En 1948, le Parti nationaliste sud-africain arrive au pouvoir. Quelques entreprises françaises dès lors rassurées, prennent pied en Afrique du Sud. C'est le cas d'Air Liquide et de la Banque d'Indochine. Air Liquide est toujours très actif en Afrique du Sud. Il détient 15% du marché du gaz en Afrique du Sud, employait environ cinq cents salariés en Afrique du Sud en 1974 et vient de remporter un contrat important avec Spie Bati-

gnolles pour la construction d'un complexe pétrochimique chargé de la transformation du charbon en pétrole. La Banque d'Indochine, elle, s'installe en Afrique du Sud pour développer les exportations de laine grâce à son soutien financier. Aujourd'hui, elle possède dix succursales en Afrique du Sud et en Namibie. Elle a accordé ces dernières années de nombreux prêts aux entreprises nationales sud-africaines, en liaison avec la Société générale, le Crédit lyonnais, la Banque française du commerce extérieur et le Crédit commercial de France.

force de travail bon marché. Les salaires de misère qu'ils reçoivent n'en font pas un marché potentiel. Le capitalisme sud-africain doit donc trouver des débouchés extérieurs qui lui sont procurés par les filiales des sociétés qui ont leur siège à l'étranger. Ainsi, Total se charge d'exporter uranium et charbon sud-africains, Peugeot utilise ces circuits commerciaux pour exporter sa production sud-africaine, etc.

Mais le gouvernement raciste sent le vent tourner. L'Afrique du Sud est de plus en plus isolée sur le plan international. Elle développe donc un important effort de guerre; direc-

tement (par l'achat de matériel militaire), ou indirectement (par le développement d'investissements qui réduiront la dépendance énergétique, agricole, économique de l'Afrique du Sud). L'effort à faire doit être rapide, car le temps presse. Seuls la technologie et les capitaux occidentaux permettront de répondre à ces besoins urgents. Et la France est là pour fournir les Mirage, les missiles (le « Crotale-Cactus » est une production Thomson - Afrique du Sud), les automitrailleuses, les hélicoptères... Dans le domaine des munitions, Manurhin a trouvé un sérieux débouché au pays de l'apartheid. La vente de la centrale nucléaire par Alsthom, Framatome, Spie Bati- gnolles témoigne de la plus profonde complicité entre les gouvernements français et sud-africain. Dans le domaine du génie civil, Jean Lefebvre, Spie Batignolles, la CGE, Desquenne Giral, Delattre Levivier construisent barrages, routes, voies de chemin de fer, etc.



gnolles pour la construction d'un complexe pétrochimique chargé de la transformation du charbon en pétrole. La Banque d'Indochine, elle, s'installe en Afrique du Sud pour développer les exportations de laine grâce à son soutien financier. Aujourd'hui, elle possède dix succursales en Afrique du Sud et en Namibie. Elle a accordé ces dernières années de nombreux prêts aux entreprises nationales sud-africaines, en liaison avec la Société générale, le Crédit lyonnais, la Banque française du commerce extérieur et le Crédit commercial de France.

attirer les capitaux

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement nationaliste n'a cessé de tout faire pour attirer les capitaux et pour favoriser l'implantation de firmes étrangères. Sa législation sur les investissements et les rapatriements de capitaux en témoigne. Ce comportement peut s'expliquer. Le gouvernement blanc a choisi de maintenir le peuple sud-africain dans une situation d'exploitation. Les Africains ne sont pris en considération qu'en tant que

la campagne anti-outsplan après 18 mois d'existence

Lancée en avril 1975 par plusieurs organisations, dont le PSU, la campagne anti-outsplan a rempli le grand vide qui existait en France dans la lutte contre l'apartheid. Utilisant l'orange outsplan comme symbole de l'exploitation des ouvriers agricoles noirs d'Afrique du Sud, la CAO a contribué à informer massivement sur le régime de l'apartheid. Les soixante-dix groupes locaux qui constitue maintenant la CAO développent également des mots d'ordre demandant l'isolement de l'Afrique du Sud aux niveaux économique, culturel, sportif, militaire et touristique. Le temps du dialogue avec la minorité blanche est révolu.

Des actions réussies ont marqué cette première année d'existence. Le congrès du tourisme sud-africain qui devait se tenir à Deauville au début du mois de septembre a été annulé. Seuls ont pu se tenir des ateliers de travail dans deux hôtels de Paris, réunissant seulement soixante Sud-Africains au lieu de trois cents prévus. Ces ateliers de travail n'ont fonctionné qu'une seule journée (au lieu d'une semaine comme prévu initialement) sous la protection de la police.

La pression doit continuer pour faire cesser toute collaboration entre la France et l'Afrique du Sud. Nous ne devons pas renoncer à faire obstacle à la vente de la centrale nucléaire. Sa construction ne sera terminée qu'en 1982. D'ici là, il peut se passer bien des choses en France ! Nous devons dénoncer également la collaboration des firmes françaises avec l'Afrique du Sud, faire obstacle à la propagande sud-africaine en France et particulièrement dans les lycées. C'est à ce travail que s'emploiera la CAO avec tous ceux qui veulent lutter contre le régime d'apartheid.

isoler Vorster

Tous ces investissements et équipements demandent un apport considérable de fonds. Les banques déjà citées sont là pour prêter à long terme au gouvernement sud-africain.

Tout ce qui précède montre à l'évidence que la France de Giscard, si prodigue ces temps-ci en déclarations anti-apartheid, est très liée à l'Afrique du Sud de Vorster. Il est de la responsabilité des militants progressistes dans les entreprises de dénoncer tout acte de collaboration avec l'Afrique du Sud. La situation qui prévaut en Afrique du Sud nous invite à répondre aux demandes du peuple sud-africain: isoler le régime de Vorster.

Bernard WANDRILLE ■

Ce Dossier est une première contribution à l'analyse de la situation, complexe, qui prévaut en Afrique Australe. D'autres contributions suivront. En préparation: la Namibie, Djibouti.

Abonnez-vous à **apartheid-non!** bulletin de la CAO

1 an (12 numéros):

France: 25 F

Pays d'Europe: 35 F

Autres pays: 50 F

Chèque postal/bancaire à l'ordre de E. Daviaud.

Editions Syros

col. « Histoire et théorie »

27 F — 248 pages

« Ce livre répond aux questions que l'on se pose »

(René Lefort, *Le Monde diplomatique*)

« Le premier compte rendu rigoureux de l'effondrement d'un empire archaïque »

(Patrick Jarreau, *Politique hebdo*)

« Une somme de renseignements »

(*Syndicalisme magazine*, CFDT)

ANGOLA: LE PRIX DE LA LIBERTÉ

**J.P. COSSE
J. SANCHEZ**



SYROS

l'atome chez les juges

Le 25 octobre à Bordeaux, quinze inculpés au titre de la loi anticasseurs passeront en procès pour : « Action concertée à force ouverte avec violence sur les personnes, dégradations et destructions ».

Ce procès est la suite de deux actions menées par les agriculteurs et les antinucléaires de la région contre les agissements d'EDF pour la construction de la centrale de Braud-St-Louis. La première a vu les paysans menacés et les écologistes s'opposer, le 10 avril 1975, à la mise en place, illégalement, par EDF d'un pylone météorologique, le permis de construire n'étant pas délivré. Douze agriculteurs sont inculpés pour cela. La seconde, le 11 mai 1975, a consisté en l'occupation du terrain que devait utiliser EDF par 500 personnes malgré la présence des gardes mobiles. Trois membres des comités antinucléaires ont été poursuivis à cette occasion.

vivre au pays

Cette vive opposition des habitants tient à ce que la construction de la centrale va aggraver les problèmes de la population, en particulier va accélérer la désertification de la région.

En effet l'agriculture, surtout sous la forme de petites et moyennes exploitations pratiquant la polyculture et l'élevage, est l'activité principale. L'équilibre économique des exploitations est étroitement lié à l'existence du marais qui fournit des terres à céréales, des fourrages, le jonc

industriel et la literie pour les animaux. Le fonctionnement de la centrale mettra en cause l'utilisation de l'eau du marais et par là même la viabilité des exploitations agricoles. Or, les agriculteurs du nord-Blayais, malgré le peu d'aide des pouvoirs publics, ont entrepris ces dernières années un effort de développement considérable au prix d'un lourd endettement. Ils risquent donc d'être ruinés et de devoir quitter leurs terres. Dans ce processus la SAFER aura eu un rôle important en se servant, contre les paysans, du remembrement foncier engagé sur le territoire de la commune de Braud en 1973.

En avril 1974, lorsque le projet de la centrale est connu, la SAFER possède : 206 ha sur la commune de Braud ; 128 ha sur la commune de St-Ciers. Tout de suite elle prend une série de mesures qui montre sa collusion totale avec EDF : elle gèle les terrains acquis sur le périmètre d'implantation ; elle refuse de vendre ou de louer, à titre temporaire, les terrains au groupement foncier agricole (GFA) ; elle consent à EDF des contrats d'occupation de 5 ans alors que les contrats consentis aux agriculteurs ne dépassaient pas un an et, par décret préfectoral, la SAFER met des centaines d'hectares à sa disposition.

A l'heure actuelle EDF travaille sur 500 ha alors qu'en 1974 l'enquête

d'utilité publique portait sur 190 ha. Elle utilise toute une série de moyens pour venir à bout de la résistance de la population : voyages de propagande à Chinon ou Bugey offerts aux notables locaux ; surenchère sur le prix du terrain : 24 000 à 100 000 F l'hectare alors que les prix courants dans la région étaient de l'ordre de 12 000 F. De ce fait, EDF « service public », est avec la SAFER le plus gros propriétaire foncier de la région.

L'implantation de la centrale nucléaire va définitivement bouleverser l'économie de la région. Plusieurs centaines d'hectares vont être retirés à l'agriculture, l'équilibre écologique détruit, le type d'exploitations agricoles transformé : constitution de grands domaines par l'intermédiaire de la SAFER, de la chambre d'agriculture et du Crédit agricole.

La suppression de l'outil de travail et l'absence de contrôle sur les moyens de production vont aboutir à une immigration de petits et moyens agriculteurs, à un départ accéléré des jeunes, accentuant le déséquilibre démographique et le renforcement du poids des notables.

programme nucléaire français en procès

Ce sont ces perspectives qu'ont refusé de nombreux habitants et qui les ont conduit à s'opposer à la mainmise d'EDF sur la région. C'est pourquoi 13 des 15 inculpés préparent une défense collective en liaison avec les autres participants aux manifestations dont beaucoup ont signé des demandes d'inculpation volontaire. Leur défense est axée sur la solidarité totale des inculpés, agriculteurs ou non, et ils plaideront tous « non coupables » car ils ont réagi en état de légitime défense face à EDF et aux pouvoirs publics qui n'hésitaient pas à violer leurs propres lois. Enfin, ce procès sera celui du programme nucléaire français et sa préparation a commencé dès cet été : en août

l'Université du Soleil, rassemblant à Braud des militants de toute l'Europe, a travaillé sur l'utilisation des énergies douces, dans le cadre du GFA face au chantier de la centrale. Des interventions dans des bourgs environnants ont eu lieu et elles vont être développées dans les prochaines semaines. Depuis cet été des commissions ont été mises en place en vue du procès : organisation, défense des inculpés, popularisation, soutien. L'objectif immédiat est d'obtenir l'arrêt de la construction de la centrale à Braud-St-Louis.

L'approche du procès, le besoin d'un soutien massif ont amené les inculpés, le syndicat des agriculteurs menacés (SYDAM) de Braud-St-Louis, le collectif de coordination des comités antinucléaires du Sud-Ouest à inviter l'ensemble des organisations et associations ayant pris position contre le programme nucléaire à une réunion le 17 septembre. Elle a rassemblé, en plus des invitants, des représentants de la SEPANSO, de l'école émancipée, des paysans travailleurs, d'espérantistes, du GFA, du SNI, de la fédération anarchiste, de Révolution, de la LCR, du PS et du PSU (fédérations de la Gironde, Béarn, Charentes).

Il y a été surtout question de la préparation du procès et des moyens de populariser la lutte menée à Braud-St-Louis : création de comités départementaux et régionaux pour porter le débat devant l'ensemble des travailleurs, perspective d'un collectif national de soutien aux inculpés après la prochaine réunion où toutes les organisations politiques et syndicales se réclament de la classe ouvrière ont été invitées, campagne contre la loi anticasseurs.

Ce premier procès d'opposants au programme nucléaire doit permettre le développement de l'unité populaire. Il s'agit d'utiliser cette occasion pour intensifier l'explication de notre refus du programme nucléaire et pour élargir les bases du mouvement.

J.-F. THORAVAL ■

antinucléaire en Bretagne...

Durant le week-end la région de Nantes a vu la manifestation antinucléaire la plus importante dans cette partie de la Bretagne. En effet, 3 000 agriculteurs, habitants, jeunes, ont manifesté contre le projet de centrale à Pellerin, à 20 km de Nantes. Les manifestants ont édifié un cabanon sur le site de la future centrale qui servira de siège au comité antinucléaire du Pellerin.

D'autre part, à l'occasion d'une réunion, le samedi 16 octobre à 10 heures à la Maison du Peuple, place de l'Harteloire à Brest, la fédération bretonne du PSU a adressé la lettre ci-jointe aux organisations suivantes : fédérations des comités régionaux d'information et de lutte antinucléaire (CRINS) de Bretagne, Union régionale CFDT et Fédération régionale Electricité-Gaz CGT, CSCV de Bretagne (ex-APF), UD CSF de Bretagne, FDSEA, paysans travailleurs, UDB, LCR, PS, PCF, Bleun-Brug, Ar Falz, Mouvement action non violente. Comités Anti-Outspan. « Le mouvement antiélectronucléaire nous semble devoir passer un cap décisif.

La décision du gouvernement d'implanter une centrale électronucléaire en Loire-Atlantique, les événements de PLOGOFF, les affrontements de CREYS-MALLEVILLE, montrent qu'il est déterminé à passer outre à l'avis des populations directement concernées. Des décisions de même type sont à craindre sur d'autres sites de BRETAGNE.

Nous vous proposons à cette réunion de confronter nos analyses de la situation et d'entreprendre des actions communes. »

La fédération bretonne du PSU vient de sortir une brochure sur les mouvements antiélectronucléaire en Bretagne. Pour tous renseignements, écrire à : Fédération Bretagne, Maison du Peuple, 29200 Brest.



Photo MASSAL

garde à vous-mêmes

chronique des casernes

A la fin de leur service plusieurs dizaines d'appelés du 402^e RA (contingent 75/08) se sont réunis pour tirer ensemble un bilan de leur année « sous les drapeaux ».

Ce document, transmis à TS, est intéressant à plus d'un titre.

D'abord parce qu'il synthétise la vision qu'ont eu de nombreux soldats d'horizons différents de leur vie commune ; ensuite parce que leur récit transmet cette expérience, non dans un souci propagandiste, mais pour mieux faire connaître une réalité vécue par des centaines de milliers de jeunes débarqués dans cet univers étrange — voire étranger —, hostile souvent, que sont les casernes. Enfin parce que de cette expérience, ces soldats, qui n'ont pas formé de comité, tirent des conclusions qui rejoignent celles des appelés organisés à l'intérieur de leurs unités. L'intérêt de ce document a amené TS à le publier en feuilleton (cf. TS n° 713). Cette « chronique des casernes » se poursuit et s'achève (mais provisoirement) cette semaine.

Ton avenir est dur, solide et épais comme un mur. Un mur puissant, contre lequel tu cognes, et dont chaque parpaing est sous-officier, officier subalterne, officier supérieur. Le ton est intransigeant. Un ordre est un ordre et le règlement est là. Tu n'en sortiras pas. Il te faudra subir. Alors tu cherches des échappatoires : la solitude, ou le contact. C'est selon. Appels, alertes, services et autres corvées, voilà des barrières qui séparent efficacement. Innombrables sujétions, plus ou moins légitimes (il faut certes assurer sa part des « travaux d'intérêt général » ; mais, est-ce pour l'intérêt général que des appelés passeront leur dimanche au mess des officiers à servir et à faire la vaisselle d'une fête de communion solennelle ?), qui sont aussi de bonnes recettes pour diviser les appelés.

Le règlement est loin d'avoir cette universalité mythique, fleuron de la propagande officielle. La réalité de la vie quotidienne est tout autre. Selon ta fonction, ton âge, ton niveau social, ta personnalité, se moduleront à chaque instant les relations, le règlement, l'ordre. De fait, l'armée est le parfait reflet de notre société, aussi inégalitaire l'une que l'autre. L'ouvrier passera un an à nettoyer les camions et aura toujours droit aux mêmes corvées (les plus dures). L'ingénieur, le professeur ou le fils de famille, en revanche, seront traités avec plus d'égards et trouveront vite « les planques ». Aux uns les balais, aux autres les faveurs ! Et les rares exceptions ne sont que confirmations de la règle.

un monde totalitaire

Le premier choc passé, tu vas peu à peu découvrir un monde à part, clos, totalitaire. En même temps, tes réactions, ton comportement se modifient. Survivre est à ce prix. Te voilà pris au triste jeu des compromissions : propos et gestes savamment censurés, tu recherches les faux-semblants.

Le mur, un rempart, délimite un ter-

ritoire étranger, hostile, que tu n'en finis pas d'explorer. Ici tout le monde est militaire : tailleur, coiffeur, vague-mestre, intendant, cuisinier, menuisier, maçon... Le médecin, le psychiatre, l'aumônier sont là pour te remettre sur pied à la moindre défaillance. Les distractions aussi sont militaires : l'armée t'abreuve à prix réduits de bière et de tabac, de bandes dessinées débiles, de pornos, pour te faire oublier. Sans parler des traditions rétrogrades auxquelles tu dois te plier. Il te faudra adorer l'étendard et vénérer la mémoire de nos grands ancêtres, « les régiments d'Afrique, gardiens d'empires magnifiques... ». A tout moment et partout, la police militaire t'espionne et la « justice » militaire est à ses côtés pour te sanctionner. L'armée est-elle une entité trop spécifique pour être régie et protégée par les institutions ordinaires ? Autant dire que la liberté, le droit, la justice que l'on exige dans la société sont inexistantes dans l'armée.

Et ce particularisme, ajouté à la méconnaissance générale du monde civil, fonde un absurde sentiment de

supériorité chez les cadres d'active (officiers et sous-officiers). Voilà ce qu'écrit le colonel X... dans le très officiel TAM : « Il est inacceptable que les acteurs d'une société où chacun lutte contre tout le monde, classes, partis, employés, élèves, dans l'hostilité et parfois par la violence, viennent donner des leçons de fraternité aux militaires qui vivent en dehors de cela. » Nous aurions donc une armée pure et saine, fraternelle, solidaire, un modèle pour la nation ?

Chacun d'entre nous a ressenti la hargne hautaine des cadres parlant des hommes du rang. Mais au sein même du personnel de carrière, que de rancœurs, de rapports faux et conventionnels ! Quelle fraternité étriquée qui ne peut faire partager la même table à des officiers et des sous-officiers, ou à des cadres et des hommes du rang ! Quelle ségrégation indéracinable qui divise même dans les moments de distraction (les bals d'officiers sont distincts des bals de sous-officiers) ! Quelle fausse solidarité entre ces gens qui se jalourent sourdement et mesurent leur valeur à la taille de leur automobile ! De plus les concurrences malsaines sont exacerbées par une ambiance de compétition permanente et de concours internes (fréquents), qui donnent aux reçus une qualification parfois surévaluée. La sélection s'érige en mécanisme aux fonctions bien précises ici, créer un puissant esprit de caste, dont chacun est imprégné, qu'il en soit conscient ou non.

le règne du mâle

Dans ce milieu on retrouve certains comportements qui existent dans le monde civil, mais exagérés, caricaturaux. Le militaire voit le monde en « phalocrate ». C'est le règne du mâle. Et pas n'importe lequel ; de ce type sont bannis « les gonzesses », c'est-à-dire tous ceux qui ne lui ressemblent pas. Les jeunes, les « chevelus » et les intellectuels, « à prendre au lance-flammes » comme nous l'avons entendu dire. Les méridionaux parmi lesquels il s'étonne de trouver « un discipliné » et qu'il qualifie de « bons à rien » et de « fainéants ». Là ne s'arrête pas

le racisme. Un travail mal fait est systématiquement « du travail de bougnoule ». L'exaltation de la virilité conquérante fait rejeter tout ce qui n'est pas conforme au modèle du beau sportif viril (et fasciste). Si tu souffres au cours d'une marche-commando, tu n'auras pour réconfort que cette grande parole : « J'applique la devise de mon père : marche ou crève. » Le garçon qui a des problèmes sentimentaux, familiaux ou moraux, est méprisé : « Dehors ! Ce n'est pas mon problème ». On se gausse de l'appelé marié qui se plaint de l'éloignement : « Comment, vous n'êtes pas capable de rester, deux semaines sans voir votre femme ! Vous n'êtes pas un homme ! ». Le pire est pour celui qui est un peu réservé : « Il ne banderait même pas devant une femme à poil ! »

une société féodale

Mais qu'ont-ils d'exemplaire, ces glorieux militaires ? Chacun d'entre nous peut témoigner de manœuvres qui ne furent que beuveries des cadres et des engagés. Chacun d'entre nous a ressenti l'humiliation d'être considéré comme « matériel consommable », taillable et corvéable à merci. Le rapprochement s'impose avec une société féodale. Les chefs, en vertu de leurs galons, peuvent tout exiger des hommes du rang, et les abus de pouvoir sont nombreux à tous les échelons de la hiérarchie. L'officier, homme de guerre, se fait encore faire son lit par un homme de rang. Tel chef couvrira de sa protection certains appelés, ses sujets, qui lui rendront en retour de bons et loyaux services. On se retrouve davantage au service de ses chefs que de la Patrie ou de la Nation. Et c'est là que nous devons nous interroger : où est-elle donc cette armée présentée officiellement comme au service de la Nation ? Comment y croire lorsque ses plus hauts représentants la qualifient de « dernier rempart de la société libérale » ? Cette armée se prétend au-dessus des luttes politiques, mais le 1^{er} Mai n'y est pas un jour férié tout à fait comme les autres, car « trop communiste » ! Cette armée prétendue neutre est en réalité au service de l'Etat et de la classe qui détient le pouvoir. Elle en est l'instrument comme une vaste école où « maîtres » tentent d'inculquer aux appelés, de gré ou de force, son idéologie. Tout cela se faisant par de multiples moyens détournés, en particulier la « promotion sociale » avec les services de l'officier-conseil. Quant à l'instruction proprement dite, elle est presque inexistante. En tout cas on ne t'expliquera jamais pourquoi tu es soldat, ni on ne te permettra de t'informer sérieusement sur le rôle de l'armée. Tu auras toujours droit aux mêmes poncifs, et pour cause !

Hier, en instruction sur le tir, on nous a fait braquer nos fusils sur des silhouettes soviétiques et nous sommes partis en manœuvre dans l'Est contre un Etat rouge. On nous a utilisés comme briseurs de grèves, (celles des éboueurs et des P et T) : et demain on enverra l'armée à l'assaut de l'« ennemi intérieur », au Larzac ou ailleurs !

Photo Pierre Le Gall, l'armée au quotidien, FEDEROP, 1975.



et pourtant elle tourne...

Schmidt victorieux mais... des lendemains difficiles

Ces élections marquent un succès bien chèrement acquis pour la coalition gouvernementale SPD-FDP. Le recul des voix dépasse 3%. En revanche, la bourgeoisie CDU-CSU a gagné des suffrages (+3,7%); mais elle a échoué dans sa tentative d'accéder au pouvoir. Et ce n'est pas la «manœuvre» dérisoire d'Helmut Kohl rappelant qu'il est le chef du plus puissant parti allemand (48,6%) et demandant à former le gouvernement qui fera diversion.

Comment expliquer ce sensible recul de la social-démocratie allemande? Quelles en sont les conséquences prévisibles? Il faut d'abord noter que ce recul de l'influence électorale du SPD n'est pas une surprise. Il survient après un lent effritement observé régulièrement à l'occasion de toutes les élections régionales depuis deux ans. Ce processus cumulatif, le SPD n'a pas su le stopper et *a fortiori* renverser la tendance. Les politologues ont beau avancer l'usure du pouvoir, c'est là un thème à la mode, déjà évoqué comme explication finale de la défaite de Olaf Palme il y a peu. Mais que cela signifie-t-il sinon l'incapacité d'une bureaucratie social-démocrate à mobiliser les travailleurs sur son projet politique?

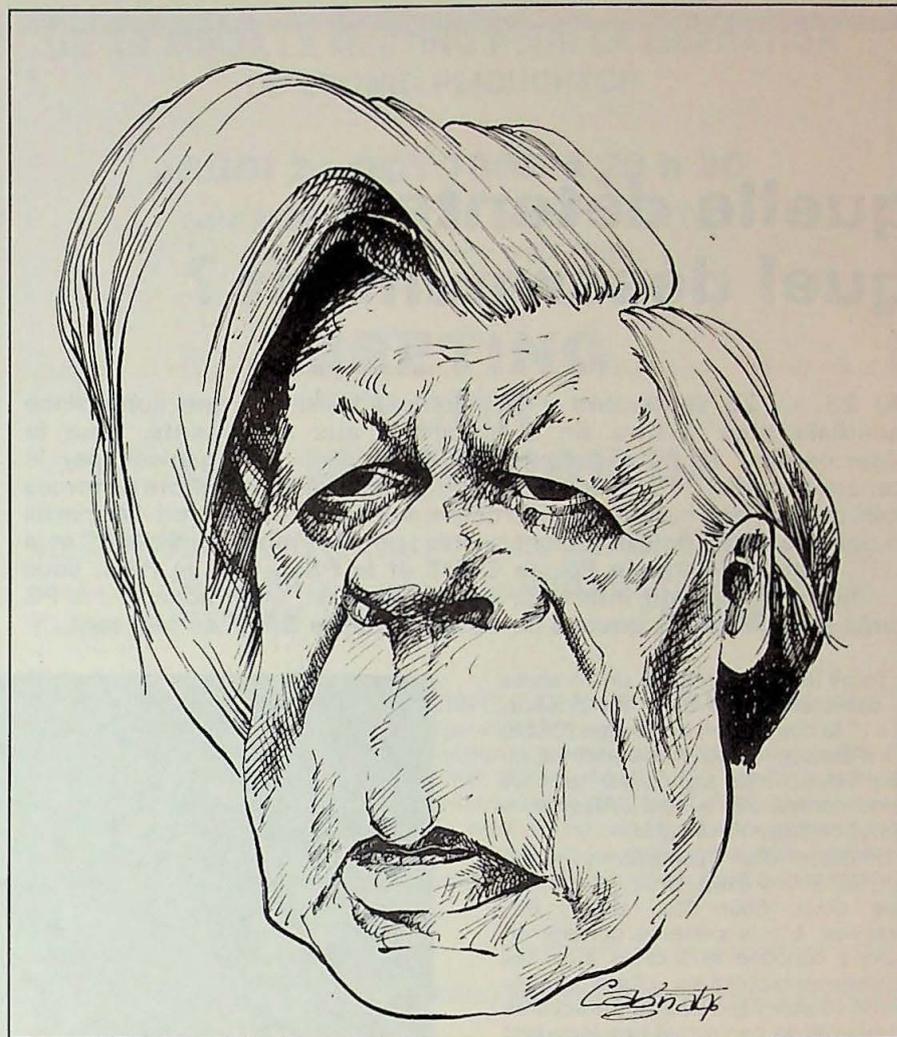
la gauche muselée

Le système de cogestion ne crée pas un élan tel que les travailleurs puissent l'investir avec le sentiment d'une avancée vers le socialisme. Dès

lors, il se produit un réel désintérêt pour la «sphère» politique du SPD; Schmidt peut capter un vague soutien populaire. Et encore, le recul du SPD dans ses bastions ouvriers trouve aussi une explication dans la persistance d'un volant de chômage de près d'un million de salariés. En RFA, la social-démocratie fait payer aux travailleurs le prix de la réussite anti-inflationniste par un chômage pesant. Ceux-ci ne l'ont certainement pas oublié en allant voter.

Le SPD a certainement perdu des voix de la gauche intellectuelle, muselée dans le parti, souvent victime des *bewfsverbote* (1), parfois exclue des syndicats, scandalisée par l'inhumanité des conditions carcérales et de la «torture blanche». Cette gauche intellectuelle ne fait plus campagne comme au temps de Brandt. Cela se ressent aussi au niveau des résultats obtenus.

Les conséquences prévisibles de ce scrutin serré se situent à plusieurs niveaux. L'affaiblissement de la coalition est tel que le problème institu-



tionnel n'est pas écarté. En effet, les partis CDU-CSU détiennent la majorité absolue au Bundesrat et ceci représente un risque dangereux de blocage du processus législatif en RFA; plus généralement cela constitue la base, à terme, d'une chambre ingouvernable. Un scénario du type de celui qui avait amené Brandt à dissoudre le Parlement après un scrutin difficile en 1969 peut se renouveler d'ici peu.

une chambre ingouvernable ?

Cette fragilité constitutionnelle ne sera pas sans conséquence sur la puissance économique et financière de la RFA. L'impérialisme monétaire du mark sera certainement affecté au grand soulagement des partenaires européens.

Enfin, c'est essentiellement au niveau politique que le SPD devra payer le prix fort pour conserver le pouvoir. Harcelé par la droite, qui a le vent en poupe (Strauss a encore gagné 5% en Bavière), le SPD ne pourra échapper à la dérive «centriste». Il devra tacitement accepter les termes d'un compromis indispensable avec les libéraux. Même si ceux-ci ont réaffirmé, le soir des élections, leur attachement indéfectible à l'alliance avec le SPD, il n'en demeure pas moins que le caractère décisif de leur contribution au gouvernement sera payé par des concessions social-démocrates. Pour gouverner sans fai-

blesse, Schmidt devra s'imposer au centre. Ce n'est pas demain que le socialisme sera à l'ordre du jour en RFA!

Alain CHATAIGNIER ■

(1) Interdictions professionnelles.

UN BATEAU POUR LE LIBAN

Le Liban et son peuple sont aujourd'hui déchirés. L'existence même du peuple palestinien est gravement menacée. Devant cette situation, il est urgent de tout mettre en œuvre pour que la paix revienne au Liban, dans le respect de son indépendance et de son intégrité territoriale, pour que cessent les interventions étrangères et que soient reconnus les droits nationaux du peuple palestinien.

Les populations, victimes de la guerre, sont privées des moyens de subsistances les plus élémentaires. Il faut des vivres, des vêtements, des couvertures, des hôpitaux de campagne, des médicaments du matériel chirurgical.

Le bateau (cf. TS n° 713) existe. Il passera par plusieurs ports européens (Helsinki, Gdansk, Lisbonne...). Il sera à Marseille le 29 octobre. Ce bateau sera porteur de la solidarité française progressiste. Le PSU doit être présent. Envoyez vos dons en argent au CCP suivant : CCP 13028.26 W

LIBRAIRIE

Liste n° 8

« LE PETROLE » EDITIONS ALAIN MOREAU

- DOSSIER « R »
Comme Racket pétrolier
C. de Brie - M. Etienne - M. Mousel - F. Turquan
et la commission économique du PSU 39,50
 - LES SEPT SŒURS
A. Sampson
Exxon - Shell - Texaco - Mobil
BP - Socal & Gulf
Prix international de la presse 1976 54,00
 - LE COMLOT PETROLIER
Philippe Simonot 36,00
- Prix réel ... 129,50

NOTRE PROPOSITION : F. 115,00 FRANCO

Adresser commande & règlement à :
EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS, CCP 19 706 28 Paris

quelle détente quel désarmement ?

Du 23 au 26 septembre s'est tenue à Helsinki «une conférence mondiale pour mettre fin à la course aux armements, pour le désarmement et la détente». Cette conférence, organisée par le Conseil mondial de la paix, s'était élargie à un certain nombre de forces politiques et non habituées à participer à ce genre de réunion. Les partis socialistes en particulier étaient invités : pour la France, outre le PC et la CGT, étaient invités le PS, la CFDT et le PSU. Seul le PSU, sous condition de pouvoir intervenir en tant que tel, avait accepté ; le PS après avoir hésité, a envoyé un observateur, la CFDT se refusant.

Toute la question était, un an après la conférence des Etats sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui s'était tenue au même endroit, en quoi les accords signés par tous les Etats européens — sauf l'Albanie — étaient lettre morte ou non.

Résultat d'un compromis entre l'URSS et les Etats-Unis, intéressés tous deux, pour des raisons différentes, à une certaine détente en Europe centrale et à créer ainsi les conditions politiques d'une coopération économique accrue, les accords d'Helsinki de l'an passé proclamaient la volonté de tous les signataires de respecter les droits reconnus par la Déclaration des droits de l'homme ou par la charte des Nations unies. Il s'agissait de masquer, derrière un langage « démocratique », un accord justifiant une intensification des échanges commerciaux et technologiques entre les blocs.

Il faudrait, bien sûr, aller plus loin, et en particulier constater en quoi la recherche d'une détente politique entre les blocs peut être un atout favorable aux forces qui dans les pays concernés par ces blocs luttent pour la démocratie et le socialisme, contre la militarisation de la société.

Toujours est-il que le moment était bien venu de discuter avec les forces du monde communiste — de toute l'Europe notamment — de la nature des liens qui existent entre recherche de la détente et lutte pour la démocratie et le socialisme... C'est ce qu'a tenté le délégué du PSU tout au long de cette conférence.

bien s'entendre

En premier lieu il s'agissait de bien s'entendre sur la notion de détente politique considérée, à juste titre, comme un préalable à la détente militaire. Or, dans la détente politique les forces présentes n'y voyaient que celle qui se produit entre les Etats. En fait, selon nous, la détente politique suppose aussi la mise en application effective des accords d'Helsinki, contenant le respect des droits de l'homme (liberté d'expression, de circulation, etc.) dans tous les pays. Et ceci concerne aussi bien les pays d'Europe de l'Ouest (Espagne, RFA)

que les pays de l'Est (URSS, Pologne, Tchécoslovaquie) ; ces derniers pays étant présents à Helsinki. Le délégué du PSU fut le seul à poser publiquement ce problème, en quelque sorte non négociable. La délégation soviétique, intriguée, crut bon, dans les coulisses, de rappeler fort courtoisement, mais fermement, le délégué PSU à l'extrême prudence sur ce sujet... tout en reconnaissant que les engagements d'Helsinki, en ce qui concerne les droits de l'homme, n'étaient effectivement pas encore appliqués, mais qu'il fallait laisser le temps pour lutter contre les « traditions » qui s'y opposent...

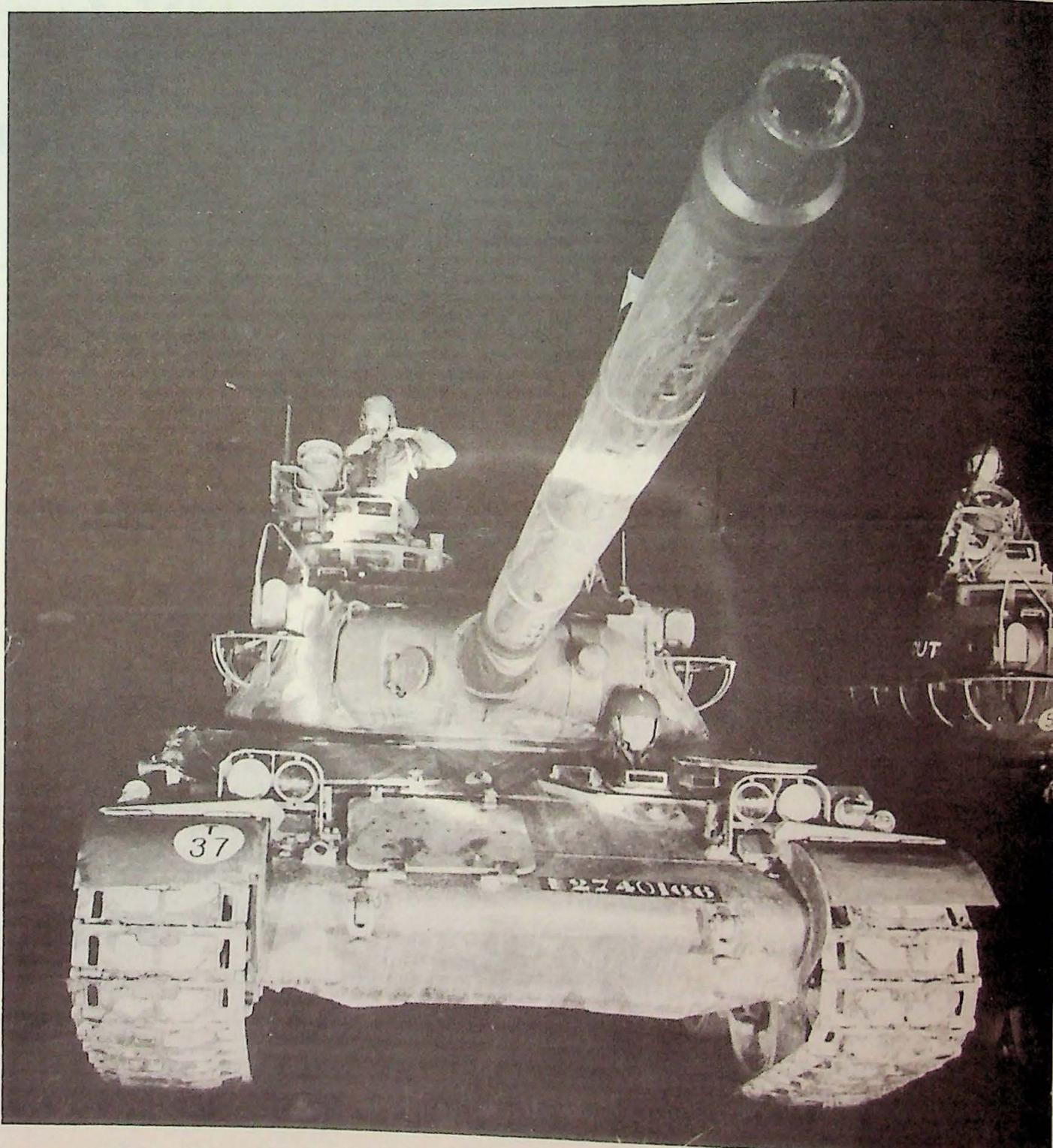
Le deuxième point concernait la définition — et par conséquent la pratique — de la coexistence pacifique. Il fallait, selon nous lever l'ambiguïté en ce qui concerne la pratique de cette politique par les deux grandes puissances. Il était donc opportun de rappeler la conception léniniste — diffé-

renciant bien les rapports entre Etats d'une part et les rapports entre partis ouvriers d'autre part. Ce qui signifiait, en outre, que la coexistence pacifique ne saurait être la couverture idéologique d'un partage du monde en zones d'influence. Bien au contraire, il était nécessaire de rappeler que les peuples — tous — ont le droit à l'autodétermination.

Il est à noter que le représentant du PCF insista sur le fait que pour la France, de plus en plus dépendante de l'impérialisme américain, la coexistence pacifique excluait le statu quo politique et social.

En fait sur les deux points évoqués la déclaration finale s'est contentée de généralités, esquivant par là même le débat ainsi amorcé. C'est pour cette raison que le représentant du PSU a fait part, par écrit, de ses réserves, dont par ailleurs les conversations ont montré qu'elles n'étaient pas le seul fait du PSU.

B. RAVENEL ■



un colloque « désabusé »

Le 20^e anniversaire des événements de Pologne et de Hongrie, survenus en octobre-novembre 1956, a servi d'occasion à un « colloque 56 », réuni à Paris. Y ont participé, outre un certain nombre de Français, de la droite à l'extrême gauche, à l'exception des communistes, de nombreux émigrés, anciens et récents. Colloque très critique à l'égard des régimes est-européens et cependant très ouvert puisque, à côté des trotskistes et des socialistes autogestionnaires, très rares d'ailleurs, il a été dominé par des ex-communistes, des non-communistes et des anti-communistes.

Pendant les trois jours de débats ont été abordés des thèmes aussi divers que l'influence du fait national sur les mouvements populaires de 1956, le caractère de ces mouvements (réforme, révolte ou révolution), le rôle des conseils ouvriers, les réactions des partis communistes, de la gauche non-communiste, de l'URSS, de la Chine et des puissances occidentales à la crise de 1956; enfin, thème majeur, les possibilités de changement en Europe de l'Est et les perspectives d'une société « post-communiste ».

Les avis les plus contradictoires ont été exprimés, et, dans une certaine mesure, confrontés. Leur diversité n'a pas empêché le colloque de prendre une coloration nettement déterminée. « L'utopie marxiste » n'a pas échappé à une critique sévère, sinon fondée. Marx a été rendu responsable du Goulag, Lénine des crimes staliniens.

Le néo-révisionnisme, visant à l'origine la rupture avec le dogmatisme du marxisme-léninisme institutionnalisé, a été étendu à la répudiation du léninisme, puis du marxisme. Pour certains de ses protagonistes, il ne s'agit plus de réviser le marxisme, mais de le rejeter.

Du néo-révisionnisme antistalinien certains sont revenus à l'archéo-révisionnisme anti-marxiste, donnant raison à Edouard Bernstein contre Rosa Luxemburg, quand il affirmait, dès 1898, que « le but n'est rien, le mouvement est tout ». Pour Léo Hamon, tout choix de société ne mène qu'au fanatisme. Il cite à ce propos l'avis autorisé de Mikhaïl Souslov pour qui ce choix se limiterait entre la social-démocratie et le marxisme-léninisme.

au ras du sol

Pour la plupart des participants, tout projet socialiste n'est que rêve, mythe et utopie. « Mythe », la créativité ouvrière; « mythe », l'union des intellectuels et des ouvriers, qui n'aurait existé ni dans la Pologne et la Hongrie de 1956, ni dans la Tchécoslovaquie de 1968! « Rêve », selon Kolokowski, l'autogestion « absolue »,

incompatible avec la planification; « rêve » l'égalité « absolue », qui implique l'existence d'un Etat absolu; « rêve », la suppression de la bureaucratie, inhérente à la société moderne...

Si le Tchèque Pelikan, porte-parole du printemps de Prague et le Polonais Michnik, partisan du nouvel évolutionnisme, croient encore à la possibilité de réformer sous la pression populaire les régimes post staliniens, si Amalrik et Gorbanevskaia, très hostiles à l'égard de ces régimes, insistent sur la nécessité de lutter pour leur démocratisation et sur l'importance du Samizdat, cette « école de la liberté », le rapport de Pierre Kende sur « les figures de la société post-communiste » écarte tout projet de transformation fondamentale de la société et redoute le remplacement de la dictature du parti par une dictature militaire.

Il n'envisage ni le retour au capitalisme, ni l'éventualité d'un communisme démocratique; considère que l'autogestion n'apporte aucune solution concrète et qu'on sous-estime la portée des réformes réalisées par la social-démocratie en Europe occidentale. « La recherche des solutions inédites et originales » est pour lui utopique; seuls « les éléments existant, vérifiés par l'expérience » pouvant être utilisés.

Cette absence de perspectives sur le dépassement et la démocratisation des régimes post-staliniens, ce retour au réformisme au ras du sol, cette renonciation à tout projet révolutionnaire, ont marqué, au cours du colloque, le désenchantement d'anciens communistes qui, à quelques exceptions près, ne croient plus, après l'écroulement de leurs espoirs, à la possibilité d'une autre forme de socialisme.

Ils ignorent le plus souvent les expériences partielles de l'autogestion en Europe occidentale; rejettent comme irréalisable la démocratie ouvrière parce qu'elle a échoué en Europe centrale et orientale; craignent, désabusés, le saut dans l'inconnu et se contenteraient du rétablissement des libertés démocratiques sur les débris des régimes post-staliniens.

Victor FAY ■

UN AN APRES LE MEETING POUR LA LIBERATION DE LEONID PLIOUCHTCH

JEUDI 21 OCTOBRE à 20 h 30

GRANDE SALLE de la MUTUALITE

(24, rue Saint-Victor, 75005 Paris.
Métro : Maubert-Mutualité)

MEETING POUR LA LIBERATION DE

Vladimir **BOUKOVSKI** (U.R.S.S.) Victor **LOPEZ ARIAS** (Bolivie)
José-Luis **MASSERA** (Uruguay) Jiri **MULLER** (Tchécoslovaquie)
Semion **GLOUZMAN** (U.R.S.S.) Edgardo **ENRIQUEZ** (Chili)

Ce meeting est organisé par : LE COMITE DES MATHÉMATIENS, avec le soutien et la participation des organisations suivantes : Amnesty international, Comité international contre la répression, Ligue des droits de l'homme, CFTD, CGT-FO, FEN, COSEF, MAS, UNEF (Unité syndicale), Comité contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux en URSS, Comité du 5-Janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste, Jeunes amis de l'Ukraine, CIMADE, Mouvement international des juristes catholiques, revue Esprit. Organisation auxquelles se sont jointes un certain nombre de personnalités.

mouvement communiste : le débat continue

On sait que la décision du 22^e congrès du PCF, d'abandonner toute référence à la dictature du prolétariat, n'a pas été accueillie dans les pays de l'Est avec enthousiasme. Au contraire, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en URSS de nombreux articles sont parus pour contester cette orientation.

C'est à ces critiques que répond Jean Kanapa dans un récent numéro de *France-Nouvelle* (1) organe du comité central du PCF.

Kanapa prend d'abord acte de ce débat; le PCF, écrit-il, « ne voit aucun inconvénient à ce que les idées qu'il a avancées fassent l'objet de discussions ». Mais il avertit ses critiques : « pour ce qui est de notre parti, il a tranché ». Et pour ceux qui n'auraient pas compris, il précise que si débat il y a, celui-ci doit être « la discussion des idées et non pas l'activité visant à modifier de l'extérieur l'orientation d'un autre parti ». Kanapa sait de quoi il parle, et il est intéressant de voir ainsi confirmer, par la bande, que le « débat d'idées » dans le mouvement communiste, est en train de prendre la forme d'un débat de fractions.

L'argumentation essentielle de Kanapa repose sur le fait que, selon lui, « des camarades étrangers » ne prennent pas en compte la réalité et se contentent de « citations, de formules » et de l'« invocation de l'expérience passée ».

Discussion en effet scolastique entre gens formés à la même école : celle qui a déformé idéologiquement et pratiquement l'idée de la dictature du prolétariat (comme pouvoir des

conseils de travailleurs en la transformant en dictature du parti — puis de son secrétaire général — sur le prolétariat.) Cela est particulièrement clair lorsque Kanapa, s'adressant à un critique hongrois, lui dit : « si l'on considère que, pour instaurer le socialisme en France, il faudra recourir à la dictature du prolétariat... il faut préciser qu'on considère nécessaire d'interdire les partis d'opposition, d'établir la censure, de retirer à une fraction de la population les libertés d'expression, d'association et de manifestation... car la dictature c'est notamment cela ». Avec une telle conception c'est un débat qui pour les révolutionnaires autogestionnaires n'a pas grand sens.

Ce qui en revanche en a un, c'est que cette discussion est l'indice d'une crise idéologique du post-stalinisme. Une crise qui permet déjà aux oppositions socialistes de faire entendre leurs voix, comme vient de le faire avec éclat l'ancien compagnon de Lénine, Arnost Kolman, qui vient de démissionner, à 84 ans, du parti communiste d'Union soviétique.

Maurice NAJMAN ■

(1) N° 1612, 4 oct. 1976, pp. 20-22.

vous êtes concernés

55 années de luttes

Bien que fortement marqué par des militants anarchistes, Maurice Jaquier entra en 1921 (il avait alors quinze ans) aux Jeunesses communistes. Devant l'emprise de plus en plus grandissante de Staline sur le PC par l'entremise du « Komintern », il quitta le PC en 1929 pour rejoindre en 1930 la gauche de la SFIO.

Tout au long de son passage dans la « vieille maison » de Blum, il se battit avec l'aile gauche de la SFIO pour l'unité contre le fascisme. De 1934 à 1936, lorsque éclatent les événements qui aboutissent à la naissance du Front populaire. Maurice Jaquier est parmi les premiers des combattants socialistes révolutionnaires. Il est partie prenante de la tendance « Gauche révolutionnaire » lorsque celle-ci fut créée en 1935 sous la direction de Marceau Pivert. L'objectif de cette tendance se résumait à développer à l'intérieur de l'unité PCF-SFIO un courant alternatif au stalinisme de la direction communiste et au réformisme de l'appareil socialiste.

Durant l'année 1936, alors que le peuple espagnol est amené à com-

battre les armées fascistes du général Franco, le gouvernement Blum tergiverse pour décider finalement de s'en tenir à une attitude neutraliste envers cette guerre, ce qui fut lourd de conséquences tant pour la République espagnole que pour le Front populaire français. Maurice Jaquier est envoyé en juillet 1936 comme représentant des « Faucons rouges » (camps des jeunes socialistes) en Catalogne. Ce voyage, en pleine effervescence révolutionnaire, le marquera profondément ; ce fut pour lui la vision concrète et réelle de la Révolution socialiste tant espérée (cf. article dans *TS* n° 700). Partout ouvriers et paysans prenaient en main et dirigeaient leurs affaires tout en menant un combat des plus durs contre les armées fran-

les milices ouvrières s'entraînent à Barcelone.



un « simple militant »

Quatre années où nous nous sommes connus, où nous avons correspondu, m'ont lié avec Maurice Jaquier d'une amitié qui gommait toute différence de génération. Et cela d'abord en raison de sa jeunesse d'esprit et d'action, conservée dans la fidélité au combat de toute sa vie. Cette vie, les militants qui l'ont côtoyé quotidiennement vont en parler. Il me revient de témoigner modestement du compagnon qu'il fut pour tirer le PSU de ses maladies infantiles. A chaque moment difficile, il s'est engagé à fond. Ce n'est pas seulement son aide de militant, mais aussi l'appui, les encouragements, les conseils d'un camarade plein d'expérience : en 1972, quand il a fallu rompre avec les tendances centrifuges du parti, dont les ravages s'étaient particulièrement exercés dans les Bouches du Rhône ; en 1974, quand il a fallu s'opposer à ceux qui entraînaient le PSU vers sa dissolution. Chaque fois nous avons rencontré la même détermination, la même justesse d'analyse — et parfois aussi de redoutables colères, symboles elles aussi de jeunesse —, illustrées encore peu de temps avant sa mort par une lettre dont les militants ont eu connaissance.

Pour nous tous, sa disparition constitue une perte irréparable. Mais la meilleure façon de rester fidèles à sa mémoire, c'est de reprendre le mot d'ordre par lequel il terminait son livre : « Avec le PSU, dans le PSU, hors du PSU, rassemblement ! »

Michel MOUSEL ■

quistes et les contre-révolutionnaires de l'intérieur. Il noua là-bas de nombreux contacts avec les responsables du POUM et de la CNT.

Ce qu'il vécut le confirma dans son aversion pour les staliniens et les réformistes, fossoyeurs de la jeune Catalogne révolutionnaire.

De retour en France, le Front populaire, qui avait abandonné la République espagnole, tombait dans les plus basses compromissions. Cela aboutit en 1938, en même temps qu'à la fin de l'expérience gouvernementale de Blum, à l'exclusion de la « gauche révolutionnaire » de la SFIO.

Issu de la fusion de cette tendance avec différents courants trotskistes (dont les dirigeants étaient notamment Yvan Craipeau, Jean Rous, etc.) naissait le PSOP, Parti socialiste ouvrier et paysan, dont Jaquier fut le secrétaire administratif.

guerre et clandestinité

Comme il le dit lui-même dans son livre (*Simple militant*), il accédait pour la seule fois de sa vie, et pour moins d'un an, à la direction nationale d'un parti. La guerre et la clandestinité devaient mettre un terme prématurément à l'existence de ce parti.

Sous l'occupation il est, dès les premiers temps, partie prenante de la résistance et condamné à trois reprises : la Santé, Fresnes, Montluc d'où chaque fois il s'évade. A la libération il s'inscrit au PCF dans un souci d'efficacité ; sept mois plus tard il en sort en claquant la porte. Son activité sera alors essentiellement syndicale, jusqu'à mai 1968.

Mai-68 c'est l'enthousiasme de la jeunesse dans laquelle il se reconnaît. Il adhère au PSU et sera de tous les combats pour son maintien et son élargissement.

A l'origine de la reconstruction de la section de Salon, il consacrait tous ses efforts à l'élargissement du PSU dans la perspective de construction d'un vaste mouvement pour l'autogestion socialiste autour de l'Etang de Berre.

A. M. ■

Maurice Jaquier nous a quitté ce dimanche 10 octobre, au terme d'une maladie qui l'a emporté en quelques semaines.

Il est bien difficile de parler, en de telles circonstances, de ce que fut pour la fédération des Bouches du Rhône et pour tous ceux qui l'ont connu notre camarade et ami Maurice.

Dans le livre autobiographique qu'il a écrit (1), Maurice parlait dès le premier chapitre des deux axiomes qui ont fondé sa vie : « être conséquent avec soi-même » et « être juste avec soi, avec les autres ne pas tricher ».

C'est bien ainsi que nous avons connu Maurice.

Pour les militants de la fédé, Maurice c'était le « vieux » qui avait participé activement à la reconstruction du PSU dans les Bouches du Rhône après le départ de la Gauche révolutionnaire en 1972. C'était ce militant qui avait connu le PCF avant le stalinisme, la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert, la Catalogne révolutionnaire, le PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan), la Résistance, les combats syndicaux des années 50, l'UGS (Union de la gauche socialiste) et enfin le PSU. C'était ce militant qui avait consacré sa vie entière aux combats des travailleurs. C'était ce militant ouvrier qui savait nous parler du passé pour éclairer le présent.

Si les 55 années de sa vie qu'il consacra aux luttes du mouvement ouvrier l'avaient fortement marqué, il n'en gardait pas moins, à 70 ans, l'enthousiasme ardent de ses premiers combats.

La fédération des Bouches du Rhône du PSU, l'UL CFDT de Salon et le mouvement autogestionnaire dont il était un fervent défenseur depuis longtemps perdent avec lui non pas seulement un grand dirigeant, mais plus encore : un militant exemplaire dans sa simplicité et son courage.

Le bureau fédéral
des Bouches du Rhône
Alain Morel ■

(1) *Simple militant*, éd. Denoël, 1974. En vente, librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

entre nous pour vous

au Conseil national du PSU à Joinville-le-Pont

Le temps et la place nous ont manqué pour donner dans ce numéro un compte-rendu du Conseil national des 9 et 10 octobre de Joinville-le-Pont. Nous nous bornons à reproduire en éditorial la déclaration politique qui en condense les grandes orientations et à publier, dans cette page, le tableau des votes ainsi que deux importantes résolutions adoptées à l'unanimité.

Les documents du Conseil national seront publiés dans un numéro spécial du *Courrier du PSU*, actuellement sous presse, que tous nos lecteurs pourront se procurer à la librairie Syros.

Corse : solidarité

Le conseil national du PSU, réuni à Joinville-le-Pont les 9 et 10 octobre 1976, tient à assurer les militants corses emprisonnés à Lyon, et plus particulièrement Antoine Murati, secrétaire du PSU corse, de sa pleine et entière solidarité.

Les militants sont poursuivis pour des actes qu'ils n'ont pas commis. L'instruction en cours se déroule dans des conditions d'une totale illégalité. La loi « anticasseurs », dont nous avons en son temps dénoncé les aspects scandaleux, est elle-même violée.

En fait le pouvoir, en accord avec les « clans » corses, présents et à gauche et à droite, veut à tout prix casser les partis et mouvements, dont le PSU corse, qui entendent mener les luttes pour la reconnaissance pleine et entière des droits du peuple corse, et pour le socialisme autogestionnaire. Ces luttes étant indissolublement liées.

Le PSU est résolu à mener les campagnes nécessaires, pour obtenir la libération de ces militants.

Il regrette que des manœuvres sectaires, et une apparente indifférence des grandes organisations, face à une répression scandaleuse, n'aient pas permis déjà que la solidarité s'exprime au niveau qui convient.

Il souhaite que la plus large union regroupant les organisations corses, les organisations nationalitaires et les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier français, se réalise pour que la campagne prenne l'ampleur nécessaire.

Le Conseil national ■

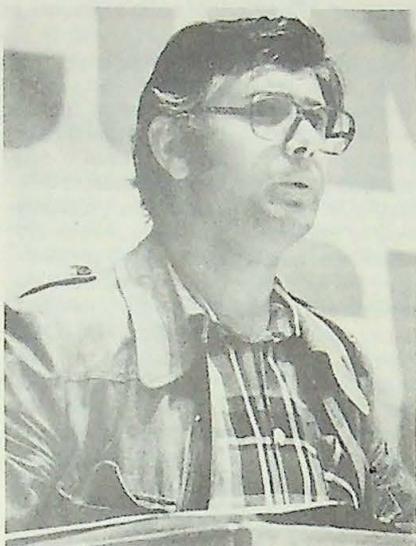


Photo ADJA

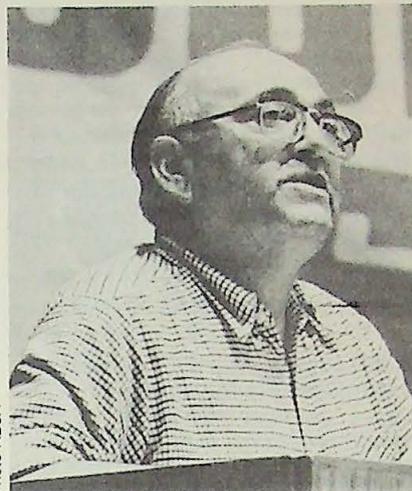


Photo ADJA

Pierre Régnier, membre du bureau national, secrétaire de la CNE.

◀ Guy Drillin, secrétaire du district du Rouerger.

De gauche à droite : Victor Leduc, Pascal Gallet, Pierre Régnier, le président de séance, Hervé Le Tocquin, François Desmoulin.



Photo ADJA

Christian Berger, secrétaire fédéral de la région parisienne.



Photo AFP

Les votes du Comité national :

● **Rapport d'activité :**
pour : 79,6 %, contre : 20 % des suffrages exprimés.

● **Résolution générale :**
— texte A : 66 %
— texte B : 19 %
— texte C : 15 %

● **Charte municipale :**
pour : 92,3 %, contre : 7,7 % des suffrages exprimés

● **Déclaration politique :**
pour : 84 %, contre : 16 %

● **Initiatives :**
unanimité (3 contre, 18 absents).

MESSAGE DU PSU à Yasser ARAFAT (OLP) et à Kamal JOUMBLATT (Mouvement progressiste national libanais)

Le Parti socialiste unifié, réuni en conseil national les 9 et 10 octobre 1976 à Paris, salue le combat courageux et acharné de la révolution palestinienne et du Mouvement national progressiste libanais.

Ces deux combats n'en font qu'un, contre la droite fasciste, contre la réaction arabe qui utilise des troupes syriennes pour occuper le territoire libanais, contre la conspiration impérialiste et sioniste visant à éliminer les forces de progrès au Moyen-Orient.

Le PSU réaffirme solennellement à l'Organisation de libération de la Palestine et à toutes les composantes du Mouvement national progressiste libanais sa solidarité et son soutien pour la poursuite de leurs objectifs fondamentaux : le départ des troupes syriennes, l'intégrité territoriale du Liban, la déconfessionnalisation du régime libanais, la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien.

Le PSU vous assure qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour appeler ses militants et l'ensemble des démocrates français à développer les actions concrètes en faveur des populations et des combattants libanais et palestiniens. Dans ces perspectives il apporte et apportera son concours à l'Association médicale franco-palestinienne et à l'opération internationale « bateau pour le Liban » à laquelle participent vingt-cinq organisations de gauche françaises.

Devant l'aggravation récente de la situation au Liban et le risque de liquidation de la résistance palestinienne et de ses perspectives révolutionnaires, le PSU s'élève contre toute prétention du régime syrien à régenter l'OLP selon ses vues et à rompre l'alliance entre la résistance palestinienne et les forces de gauche libanaises. Il dénonce une fois de plus la trahison de l'idéal progressiste et socialiste dont se sont rendus coupables le BAAS syrien et le président Assad complices du plan américano-israélien de dépeçage du Liban.

Il rappelle que la seule base acceptable d'un règlement d'une paix juste au Moyen-Orient demeure l'accession du peuple palestinien à la plénitude de ses droits nationaux dans les perspectives déterminées par les orientations et le combat d'une OLP libre de toute pression syrienne et décidée à agir pour l'établissement d'un pouvoir national palestinien après la libération des territoires occupés par Israël.

Le Conseil national ■

L'AUTOGESTION?

Etats généraux
pour l'autogestion
socialiste
juillet 1976

Syros

vient de paraître
aux Editions SYROS
270 pages 22 F l'unité

c'est aussi politique

la télé de midi

Qui regarde la télévision à la mi-journée ? Les vieux, les femmes au foyer, des jeunes au retour de l'école ? Une partie de tous ceux-là sans doute, auxquels s'ajoutent les occasionnels : malades tenus à garder la chambre, chômeurs rongant leur frein, peut-être quelques « cinglés » de la télévision. Pour « ces gens-là » — public « familial », « inactifs » — TF1, la seule chaîne à émettre de 12 h 15 à 14 heures, a prévu des programmes sages et rassurants, moins innocents — on va le voir — que ceux de l'après-midi ou du soir.

Une journée au hasard. La première tranche est pour Danièle Gilbert, la gentille présentatrice qui anime depuis plusieurs années l'émission « Midi-Première ». Avec son équipe, elle a l'habitude de se déplacer assez souvent : plages, fêtes, manifestations diverses. Ce jour-là, elle est sur le podium dressé en permanence par TF1 à l'exposition « La France des quatre coins du monde », consacrée à la promotion commerciale et folklorique des départements et territoires d'outre-mer. Elle y a été invitée par le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM qui coordonne cette manifestation où exposent plusieurs ministères et entreprises.

Danièle Gilbert est officiellement « a-politique » : elle fait petite fille rangée, promène tranquillement une candeur de bonne compagnie et — entre deux chansonnettes gentilles —, elle tend sans malice un micro à l'interlocuteur qu'on lui présente. Bien sûr, elle est plutôt majoritaire — elle a déjà animé plusieurs fêtes giscardiennes — mais fait preuve d'une bonne conscience un peu désarmante qui lui vaut toutes les absolutions. Tout naturellement, après un petit ballet antillais vite relayé par un « song » pulpeux de Dalida, elle écoute sagement M. d'Ornano, un de ces princes faits

ministres qui évoque « les ressources fantastiques de la Guyane à mettre en valeur », ou « ces recherches audacieuses menées par la France dans les eaux polynésiennes ». Et elle conclut, la bouche en cul de poule, pour un public occupé à faire la cuisine et à dresser la table : « Eh bien, Monsieur le ministre, nous attendons tous avec impatience le lancement de cette fusée de Kourou en Guyane. Et nous pouvons donc dire que la France fait un très gros effort dans le domaine de la recherche dans les départements et territoires d'outre-mer. »

Après trois minutes de flash publicitaires — les eaux de toilettes « Tahiti », une lessive qui traite les linges délicats « même en machine », etc. — la parole est à Yves Mourousi, pour le journal de 13 heures. On connaît un peu le personnage : c'est une vedette, autant ou plus qu'un journaliste. Lui aussi se sent assez à l'aise dans les allées du pouvoir ; de plus, il organise chaque année la fête des Tuileries, à Paris, avec l'Opéra, l'Armée, le Cirque ; enfin, il est une personnalité du « Tout-Paris », comme Léon Zitronne ou Philippe Bouvard.

Sans même une explication, le « journal » s'ouvre ce jour-là sur une image de troupes bien rangées sous un drapeau tricolore. On pense à la Légion, qui se fait prendre à partie au

même moment en Corse ; mais non : l'action se passe à Castres, en direct, au contournement du 8^e Régiment parachutiste d'infanterie de marine, une unité d'élite de l'armée française uniquement composée d'engagés professionnels donc. Une voix forte — celle du colonel Schmitt, qui commande cette unité — s'élève devant les hommes, à quelques mètres d'un autel où officie un aumônier. Elle rappelle le sacrifice des paras en Indochine, en Algérie, au Tchad. Les hommes, au garde-à-vous dans leurs tenues bariolées, entonnent alors « la prière du parachutiste » : « Seigneur, donne-moi la souffrance, Mon Dieu, donne-moi l'ardeur, et puis la gloire au combat, Mon Dieu... »

La caméra fixe le drapeau une dernière fois ; puis gros-plan sur Yves Mourousi qui « souhaite bonne fête à tous les parachutistes », signale que la célébration de la Saint-Michel a été avancée d'un jour pour permettre à la télévision d'être présente, et discute avec le colonel Schmitt du métier de soldat d'active, tandis qu'à l'arrière-plan, les hommes font le parcours du combattant : escalades, sauts, rampelements, exercices au couteau. Un jeune engagé, 18 ans, est interrogé : « Vous aimez ça ? - Oui, à cause du risque... — Des critiques à faire ? — Non, le colonel a une grande qualité : il comprend les gars. » Et ceux que l'officier appelle en fait « ses gens » ou « ses garçons » entonnent de leur voix mâle,

sur un tempo ralenti, un chant viril qui invite à la marche et au combat.

Sans dire un mot des missions de cette unité — l'intervention à l'extérieur, notamment dans les DOM-TOM, en cas de « coup dur » comme récemment à Djibouti — Yves Mourousi entreprend alors un dialogue en « duplex » avec le Premier ministre Raymond Barre et le ministre des Armées, M. Bourges, qui se trouvent au « PC » souterrain de la force de frappe à Taverny. « Merci, Messieurs, d'avoir autorisé pour la première fois en direct une caméra de TV à pénétrer dans ce saint des saints, où l'on recevra peut-être l'ordre du président de la République de procéder à la mise en œuvre de l'arme atomique... »

Une question rapide à M. Bourges, à propos de ces légionnaires en cavale qui tuent des bergers en Corse ; mais le ministre ne voit rien là qui remette en question la présence dans « l'île de Beauté » de ces 4 000 soldats un peu spéciaux, et encore moins leur statut d'unités « étrangères ». Commence alors le vrai journal, expédié en quelques minutes, qui dérape aussitôt sur l'inévitable bulletin de la Bourse : le Napoléon, la Livre, le cours du « Barre » par rapport à l'Or. Il y a aussi des rentiers à l'écoute de la télé de midi...

Philippe MARIELIE ■

la bête immonde

El Campo (1) — à la campagne ou dans le camp — de toute façon dans un endroit désert autour duquel les chiens hurlent pour des chasses qui peuvent être des chasses à l'homme et où règne une étrange odeur de chairs brûlées.

Un homme, Frank, qui tire un grand plaisir de son déguisement en officier SS organise une sorte de jeu de société avec deux êtres qu'il tient en sa dépendance : Martin, un comptable qui croit être venu au camp librement, et Emma, une ancienne concertiste en robe de détenue, torturée par une constante démangeaison et la nécessité qui lui est faite (sous quelle menace ?) de séduire Martin.

Cette pièce de la cruauté, du pouvoir de l'homme sur l'homme, est remarquablement conduite — avec ces deux grands moments que sont le concert d'Emma, concert de la dérision sur un piano sans cordes et le faux espoir de libération de la fin. Elle trouve en Pierre Arditi, Jean-Luc Moreau et Maud Rayner (une Emma Fascinante) des interprètes capables de passer constamment de la grandeur tragique au grotesque, sans cesser d'imposer par leur jeu, à travers tous les retournements de situation, vexations, brimades pour rire, grimaces sociales mêlées aux pires souffrances, une gravité d'ensemble qui donne à cette dénonciation d'un nazisme toujours prêt à resurgir toute sa portée.

D.N. ■

(1) de Griselda Gambaro, *Au Petit Tep*, jusqu'au 31 octobre.

PSU documentation

Numéros disponibles

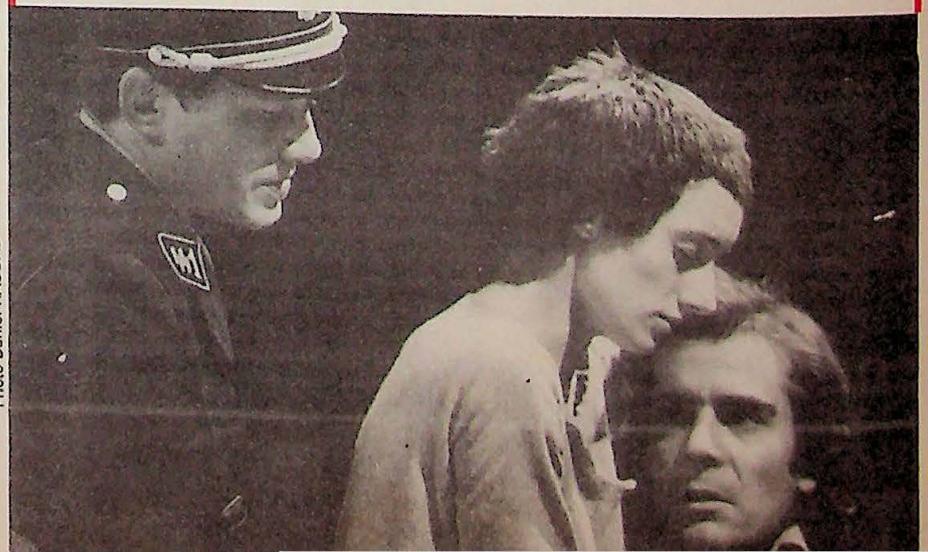
N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 100-101 1970-73 Les femmes dans l'unité populaire	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 108-109 Les rapports Partis-Syndicats	4,00

VIENT DE PARAITRE

N° 110 Comment battre la droite 2,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

Photo Daniel HADDAD



L'amour fou

Les aléas de la distribution française ne permettent pas de se rendre compte très précisément de la carrière des cinéastes étrangers. Il n'est pas inhabituel de voir leurs films « dans le désordre », particulièrement les films italiens de Risi ou Comencini, mais aussi ceux de cinéastes moins connus du grand public comme le japonais Oshima, dont on a pu voir, en distribution commerciale, *la Pendaïson* (1968), *le Petit garçon* (1969), *la Cérémonie* (1971) et *une Petite sœur pour l'été* (1972).

Le long silence d'Oshima, qui ne tourna rien entre 72 et 76 (*l'Empire des sens*), amène à se poser quelques questions. Pourquoi un cinéaste aussi prolifique (qui a tourné jusqu'à trois films par an — en particulier en 67-68) est-il resté silencieux pendant quatre ans. Tout simplement parce que ses préoccupations l'ont amené à travailler pour la télévision (entre autres une émission hebdomadaire consacrée aux femmes) et à écrire deux livres, l'un d'eux étant le rassemblement de ses divers écrits sur la jeunesse.

Si donc Oshima nous revient avec un film érotique, ce n'est pas l'abdication d'un cinéaste en difficulté devant les impératifs du commerce, mais bien la prolongation de certaines de ses obsessions. Engagé politiquement dans ses films, Oshima ne pratique jamais un cinéma désincarné et théorique, mais le nourrit au contraire de ses préoccupations fondamentales.

Spécialiste d'histoire politique, il se passionne pour les diverses manifestations de la vie japonaise moderne : *Il est mort après la guerre*, *la Cérémonie*, *le Piège*, *A propos de chansons paillardes japonaises*, etc. La jeunesse (*le petit garçon*, *Première aventure d'un enfant*), les femmes et la sexualité sont les thèmes principaux qui parcourent une œuvre ouverte sur le monde.

Son film le plus remarquable à cet égard est incontestablement *le Journal d'un voleur de Shinjuku*, qui met en scène deux adolescents face au monde et à la sexualité dans le contexte de la vie japonaise. *L'Empire des sens* n'est donc pas un film surprenant, qui met l'accent presque exclusivement sur le sexe. L'histoire,

tirée d'un fait divers réel, qui émut le Japon en 1936, est très simple et décrit la passion physique d'un homme et d'une femme, passion dévorante qui tente sans cesse de repousser les limites des rapports entre les êtres.

un relent d'interdit

Car si l'Amour, pur, spirituel, à la limite de la désincarnation, hante la Culture, inspirant de belles tragédies issues de nobles sentiments, l'amour physique a, et continue à avoir, malgré une apparente libéralisation des mœurs, un relent d'interdit, comme non conforme aux bonnes mœurs. A plus forte raison refuse-t-on de faire entrer dans le domaine de l'art ce qui ne peut que relever de la pornographie.

Si la littérature érotique a enfin conquis ses lettres de noblesse, le cinéma érotique, lui, en est bien loin, *D'Emmanuelle* à *Histoire d'O*, en passant par les lamentables œuvrettes de Borowczyk — pourtant autrefois cinéaste prometteur — l'érotisme fait bien piètre figure au milieu d'un fatras plus ou moins exotique destiné à en faire passer la fadeur.

Oshima, lui, ne s'embarrasse ni d'exotisme ni d'accessoires. Il lui suffit

de mettre deux êtres en présence pour que les conventions éclatent dans la recherche de l'autre. Il nous fait ainsi pénétrer dans un univers à part, en marge, où la morale courante, les notions de bien et de mal n'ont plus cours et se retrouvent comme inscrites en négatif. Il ne s'agit pas pour les personnages de bafouer la morale, mais d'exister en dehors d'elle. D'où jugements moraux des rares personnes avec qui ils sont en contact et qui donnent l'opinion du monde.

Car même s'ils veulent être seuls — s'ils sont seuls — le monde et les gens continuent d'exister, et viennent parfois alimenter leur passion telle la vieille *geisha*. Mais le poids du monde, ses contraintes, freine leur recherche d'absolu, un absolu non pas spirituel mais bien physique, organique. Finalement les extrêmes se rejoignent et la quête de l'impossible, qu'il soit mystique ou charnel ne peut que déboucher sur la mort.

les aventuriers de l'absolu

Que nous dit *l'Empire des sens*? Rien, à proprement parler. Il constitue un immense point d'interrogation un questionnement à propos d'un domaine finalement peu connu, la sexualité, où ceux qui cherchent sont encore des pionniers, des aventuriers même, qui s'aventurent à leurs risques et périls hors des routes balisées d'une sexualité canalisée, banalisée, et fonctionnelle.

Parfaitement neutre, objectif, le récit ne juge pas le comportement des personnages, se contentant d'enregistrer une série d'actes, de (rares) paroles, de suivre le cheminement d'une femme et d'un homme qui essayent de faire reculer les limites humaines.

Stéphane SOREL ■

(1) *L'Empire des sens*, de Nagasi Oshima. *Elysées-Lincoln* (359-36-14), *Gaumont-Opéra* (073-95-48), *Images* (522-47-94), *Balzac* (359-52-70), *Saint-André-des-Arts* (326-48-18), *Omnia* (231-39-36).



DIX HEURES

36, bd de Clichy - MON
07-48

P. Font-Ph. Val
Marianne Sergent

« L'un des meilleurs spectacles de Paris » (P. Bouteiller)

« Un spectacle gauchiste qui dérouté » (*Minute*)

Prix spécial pour moins de 25 ans et collectivités

Vendredi 15 octobre 1976 à 20 h 30 sur FR3 : *L'arme du blé*. De toutes les matières premières le blé est la plus traditionnelle et la plus essentielle. Entre ceux qui le vendent et ceux qui l'achètent, entre ceux qui en produisent trop et ceux qui en ont besoin, le blé couvre tout la gamme des rapports de force qui régissent la planète. Le blé est-il en fait un autre pétrole ?

A 22 h 47 sur Antenne 2, ciné-club : *Metello*, un film de Bolognini. A ne pas rater. Une évocation magistrale de la vie ouvrière et du syndicalisme du début du siècle dans un film mélodramatique.

Dimanche 17 octobre 1976 à 20 h 30 sur Antenne 2 : *résumé Marvingay*. Retransmission du récépissé donné au palais des sports le 11 octobre par l'un des plus grands orchestres de la « Soul music » américaine.

A 21 h 30 sur Antenne 2 : *Les ombres disparaissent à midi*, début d'un feuilleton qui évoquera l'histoire et la vie du Val-Vert, petit village de Sibérie occidentale situé à 3 000 km à l'Est de Moscou, de 1915 à 1949 : la fin du régime blanc, la révolution, la mise en place des nouvelles structures, etc.

A 22 h 30 sur FR3 : *Juliette des esprits* de Fellini. Une femme prend en charge sa propre vie après une véritable psychanalyse sauvage.

Lundi 18 octobre 1976 à 20 h 30 sur FR3, un film : *Le volcan*, de Louis Malle

A 21 h 55 sur Antenne 2 : *Les Années Bonheur, 1931 Rendez-vous à l'expo*. A travers l'évocation de ses souvenirs Gaston Bonheur nous montre un certain nombre de documents sur le Paris de l'époque.

Mardi 19 octobre à 20 h 30 sur Antenne 2 : Les dossiers de l'écran : *La machine extraordinaire*. Le corps humain vu de l'intérieur à l'aide des dispositifs médicaux les plus perfectionnés : un spectacle passionnant pour illustrer un débat qui le sera peut-être moins sur la recherche médicale.

A 20 h 30 sur FR3 : *Tarzan et sa compagne*. Très rétro !

Mercredi 20 octobre à 20 h 30 sur FR3, un film : *Au bout du compte* de Gérard Chouhan. Le chômage d'un cadre dirigeant à la suite d'une fusion d'entreprise, qu'il avait lui-même approuvé, et qu'il avait appliqué au départ en licenciant des ouvriers. L'activité professionnelle est un point d'ancrage social qui donne l'impression d'exister en soi et dans ses rapports avec autrui. Comment est supporté le choc par des gens, les cadres, par lesquels le chômage semblaient une réalité lointaine ne concernant que les ouvriers, et ce par centaines de milliers. Remise en question de la notion d'entreprise, de la responsabilité de chacun dans le travail au niveau des cadres, etc.

A 22 h 05 sur TF1, un documentaire : *L'apprentissage de la vie*. Un certain nombre de questions sur l'apprentissage de la vie du nouveau-né auxquelles répondent psychiatres, psychologues et neurophysiologistes.

Jeudi 21 octobre 1976 à 20 h 30 sur FR3, un film : *Thé et sympathie* de Vincente Minelli. ■

un journal ouvert

Jusqu'au 31.12.1976
TRIBUNE SOCIALISTE PROPOSE :

Cher lecteur,

Tribune Socialiste en est à son 714^{ème} numéro. Née aux heures difficiles de la guerre d'Algérie, elle engageait le combat contre le colonialisme français. Ce ne fut pas simple. Mais, confondue avec les luttes du P.S.U., toute son histoire ne pourrait être simple ; et le combat n'avait pas précisément ce qui nous a préoccupé.

Nous voici solerant de nouvelles échéances qui vont mobiliser les forces du mouvement ouvrier. Des perspectives sérieuses s'ouvrent, qui permettent d'espérer que le pays sera enfin débarrassé de la droite au pouvoir. Cela nous crée de nouvelles responsabilités : pour y arriver d'abord, pour que la victoire ouvre de profonds changements ensuite. Ces responsabilités sont celles de tous les partisans de l'autogestion.

Il était donc logique que T.S. prenne toutes les mesures pour devenir l'outil indispensable de tous ceux qui comptent mener ce combat. Je dis bien de "tous ceux". Si T.S. est l'hebdomadaire du P.S.U., chargé de diffuser ses analyses et ses décisions, il entend surtout être un journal ouvert à toutes les préoccupations de ses lecteurs. Militantes assurément. Mais concernant tous les domaines de la vie politique, sociale, économique, culturelle...

Tout ce qui pèse sur notre vie quotidienne comme tout ce qui tend à nous libérer des multiples formes d'oppression, appellera analyse et commentaire. T.S. sera un hebdo ouvert, où les faits, les reportages, les interviews, les dossiers seront étroitement impliqués, pour saisir les événements éraflés.

Vaste ambition. Qui ne pourra se réaliser qu'avec votre aide. Cela veut dire beaucoup de lecteurs et d'abonnés supplémentaires, qui nous donnent les moyens de répondre à tous les besoins qu'ils nous expriment. Nous entendons les satisfaire, en sachant que l'acte de confiance que nous vous demandons crée entre vous et nous de nouvelles obligations.

Nous voulons les remplir au mieux, en faisant de T.S. cet instrument de dialogue sans lequel l'autogestion serait un mot vide de sens. C'est pourquoi nous vous demandons de vous abonner, aux conditions favorables ici proposées.

Alain Moreau

LES PUBLICATIONS DU PSU

TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire, tirage de 25.000 exemplaires, reçu par tous les militants et les abonnés. Vente par les sections.

CRITIQUE SOCIALISTE, revue théorique du PSU, ayant pour vocation de préparer et de prolonger le débat autour du projet politique du PSU.

PSU-DOCUMENTATION, support de la formation des militants. Une douzaine de numéros par an.

LUTTES, brochure du secteur entreprise. Support de l'intervention du PSU dans les entreprises.

GERMINAL, journal du secteur agricole du PSU. Parution mensuelle. C'est le support de l'intervention du PSU en milieu rural.

FORMULE 1		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (6 mois)	70 F	60 F
T.S. (1 an)	120 F	100 F

FORMULE 2		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (1 an)	120 F	140 F
Critique socialiste (1 an)	50 F	
	170 F	

FORMULE 3		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (1 an)	120 F	170 F
C.S. (1 an)	50 F	
PSU-Doc (20 n°)	30 F	
LUTTES (10 n°)	20 F	
GERMINAL (10 n°)	10 F	
	230 F	

une offre supplémentaire

A tous ceux qui s'abonnent à l'une des trois formules,

confrontations

TS offre :

« r... comme racket pétrolier » avec une forte réduction

Prix normal : 39,50 F

Offre TS : 30 F

(Franco de port)



Pour sauver TS

Il faut 300 abonnements par semaine

Cette semaine : 65 abonnements

SANS

COMMENTAIRE !

Fédé en tête : la Dordogne

Bulletin d'abonnement à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code postal Ville

Je souscris un abonnement :

Formule 1 : 6 mois 60 F
1 an 100 F
Formule 2 : 140 F
Formule 3 : 170 F

Ci-joint versement CCP¹ CB¹ à l'ordre de :
TS : CCP 582665 Paris

J'achète l'ouvrage « r... comme racket... » 30 F

(1) Rayer la mention inutile

TOTAL : F